

2024

Etude sur la situation des entreprises japonaises implantées en Afrique

- Le pourcentage d'entreprises avec un résultat d'exploitation bénéficiaire est le plus élevé jamais enregistré. Une forte volonté de développer l'activité est présente, malgré des défis en termes d'environnement de l'investissement -

Organisation japonaise du commerce extérieur (JETRO)

Département de la recherche et de l'analyse

12 décembre 2024



Sommaire

Conclusions principales de l'étude	2
Caractéristiques de l'étude et profil des entreprises ayant répondu	3
I. Prévisions de résultat d'exploitation	5
II. Perspectives d'évolution de l'activité	12
III. Environnement concurrentiel	20
IV. Environnement de l'investissement	26
V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays	39
VI. Initiatives pour la décarbonation.....	48

Conclusions principales de l'étude

Le pourcentage d'entreprises avec un résultat d'exploitation bénéficiaire est le plus élevé jamais enregistré. Une forte volonté de développer l'activité est présente, malgré des défis en termes d'environnement de l'investissement

I. Prévisions de résultat d'exploitation

En 2024, on note un taux record de 59,8 % des entreprises ayant répondu qu'elles prévoyaient un résultat d'exploitation excédentaire. Les entreprises implantées en République d'Afrique du Sud et en Egypte maintiennent des résultats élevés, et celles implantées au Maroc connaissent un rétablissement extrêmement rapide. Pour les perspectives de 2025, un grand nombre d'entreprises au Ghana et au Kenya ont répondu s'attendre à une amélioration de leur résultat d'exploitation par rapport à l'année précédente. Cette embellie résulte principalement de l'augmentation de la demande locale et du renforcement de la force de vente.

II. Perspectives d'évolution de l'activité

Avec une demande locale qui devrait augmenter, environ 60 % des entreprises japonaises, et presque 70 % dans l'industrie manufacturière, ont répondu prévoir une croissance de leur activité pour les 1 à 2 prochaines années. Plus de la moitié des entreprises exportent, et environ 30 % d'entre elles prévoient une augmentation de leurs exportations pour les 1 à 2 prochaines années. Le nombre d'employés locaux devrait augmenter à l'avenir pour environ 40 % de l'ensemble des entreprises et environ 60 % de l'industrie manufacturière.

III. Environnement concurrentiel

Plus de 50 % des entreprises déclarent que leur part de marché dans le pays où elles sont implantées a augmenté depuis 2019, l'un des niveaux les plus élevés au monde. En parallèle, le nombre de concurrents sur le marché local est également en augmentation pour plus de 50 % des entreprises. Les concurrents sont principalement des entreprises locales, des entreprises chinoises et des entreprises européennes.

IV. Environnement de l'investissement

En termes d'environnement de l'investissement, le principal attrait se trouve dans la « taille du marché » et le « potentiel de croissance du pays d'implantation », tandis que « l'aménagement et l'application des lois et réglementations » fait partie des défis restants à relever, ces réponses étant en augmentation et atteignant un niveau encore jamais atteint. Les répercussions des affrontements entre Israël et le Hamas ainsi que les attaques houthistes ont été largement citées. Pour la 3^{ème} année consécutive, au niveau des ALE ou des unions douanières, les accords de libre-échange de l'AELE et de l'UDAA ont été les plus utilisés.

V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays

Près de la moitié des entreprises interrogées ont déclaré que les « ressources et l'énergie » sont un domaine prometteur. Dans la catégorie « marché de consommation », la réponse la plus nombreuse est « produits alimentaires » ; dans la catégorie « nouvelles industries », les réponses les plus nombreuses sont « véhicule électrique » et « agriculture intelligente ». Comme dans l'étude précédente, les pays qui retiennent le plus l'attention des entreprises sont le Kenya, suivi de l'Afrique du Sud et du Nigeria, respectivement en 2^{ème} et 3^{ème} position.

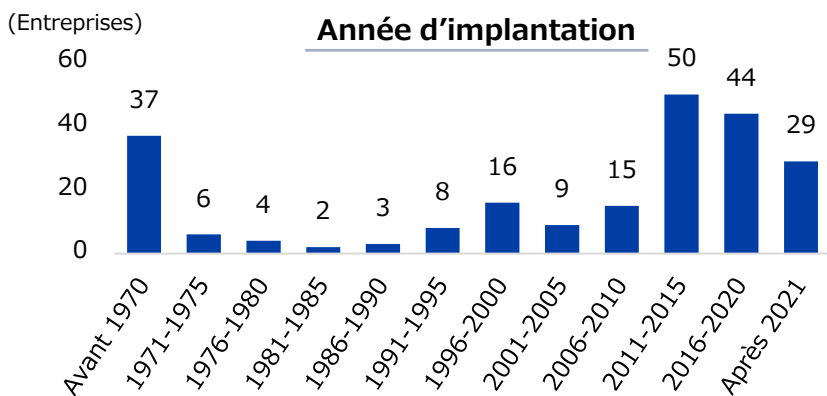
VI. Initiatives pour la décarbonation

Concernant la décarbonation, plus de 80 % des entreprises déclarent que « des initiatives sont déjà en cours » ou que « des initiatives sont prévues ».

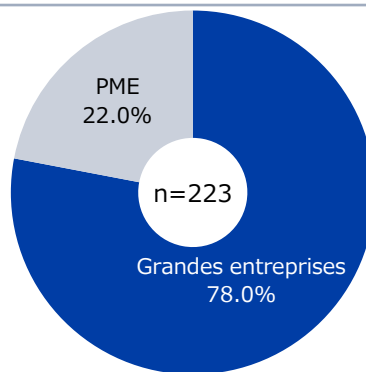
Caractéristiques de l'étude et profil des entreprises ayant répondu

Synthèse de l'étude

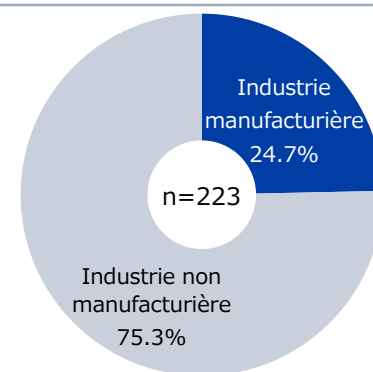
Période de mise en œuvre	Du 4 au 24 septembre 2024
Taux de réponses valides	83,5 %
Nombre d'entreprises ayant répondu	223 entreprises issues de 20 pays (Note) Nombre d'entreprises ciblées par l'enquête : 267 entreprises situées dans 21 pays ; détails indiqués comme ci-dessous :
Cibles de l'étude	Entreprises japonaises en Afrique En principe : filiales locales avec un ratio d'investissements de 10 % ou plus du côté japonais, succursales d'entreprises japonaises et bureaux de représentation.



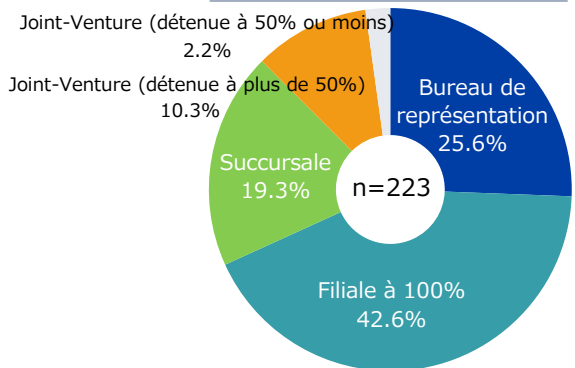
Catégorie à laquelle appartient la société mère au Japon



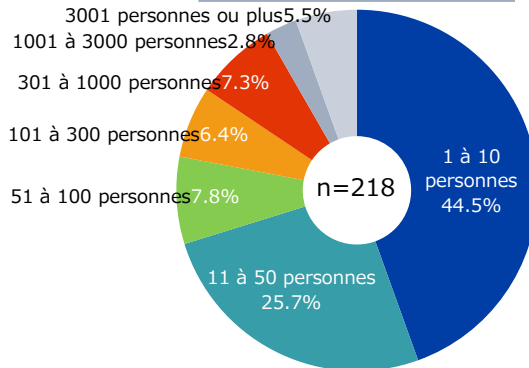
Secteur (industrie manufacturière / industrie non manufacturière)



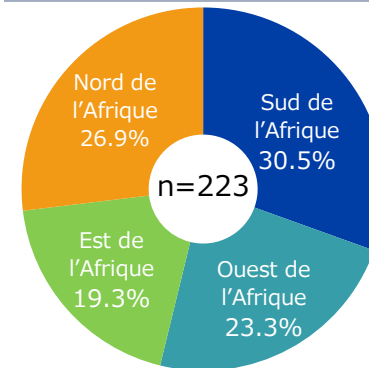
Format d'implantation



Nombre d'employés



Répartition géographique



(Note 1) Les entreprises ayant participé au questionnaire n'ont pas nécessairement répondu à toutes les questions.
 (Note 2) Pour les résultats de l'étude au niveau mondial, reportez-vous à.
 (Note 3) L'ensemble des années figurant dans ce rapport sont des années civiles.

Nombre d'entreprises ayant répondu : 223 (20 pays)

	Nombre d'entreprises approchées	Nombre d'entreprises ayant répondu		Taux de réponses valides
		Nombre de réponses valides (dont industrie manufacturière)	Ratio (%)	
Nombre total	267	223(55)	100	83,5
Nord de l'Afrique	65	60(16)	26,9	92,3
Maroc	21	19(6)	8,5	90,5
Égypte	37	35(9)	15,7	94,6
Algérie	5	5(1)	2,2	100
Tunisie	2	1(0)	0,5	50
Ouest de l'Afrique	75	52(13)	23,3	69,3
Nigeria	29	21(8)	9,4	72,4
Ghana	15	12(3)	5,4	80
Côte d'Ivoire	16	11(0)	4,9	68,8
Sénégal	14	7(1)	3,1	50
Burkina Faso	1	1(1)	0,5	100
Est de l'Afrique	54	43(11)	19,3	79,6
Kenya	42	35(9)	15,7	83,3
Tanzanie	4	3(1)	1,4	75
Éthiopie	4	2(0)	0,9	50
Ouganda	3	3(1)	1,4	100
Rwanda	1	0(0)	0	0
Sud de l'Afrique	73	68(15)	30,5	93,2
République d'Afrique du Sud	54	49(13)	22	90,7
Mozambique	10	10(1)	4,5	100
Madagascar	4	4(0)	1,8	100
Angola	2	2(0)	0,9	100
Zambie	1	1(0)	0,5	100
Île Maurice	1	1(0)	0,5	100
Eswatini	1	1(1)	0,5	100

(Note 1) Le ratio des réponses (%) est exprimé en pourcentage, arrondi à la deuxième décimale. Pour cette raison, certains pourcentages de chaque réponse ne totalisent pas 100.

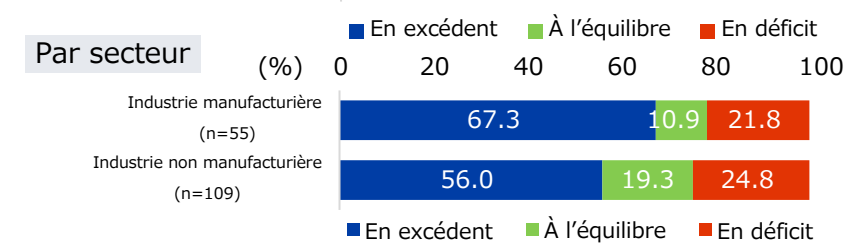
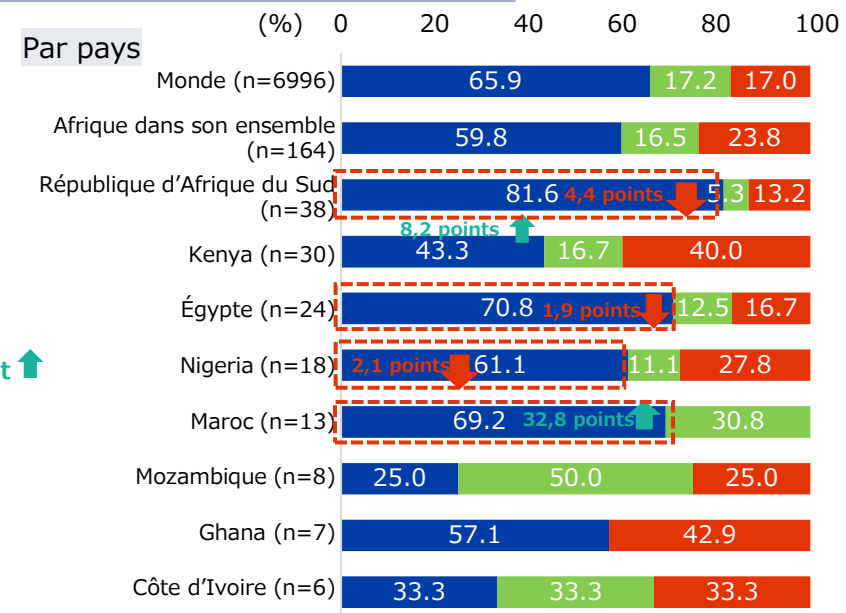
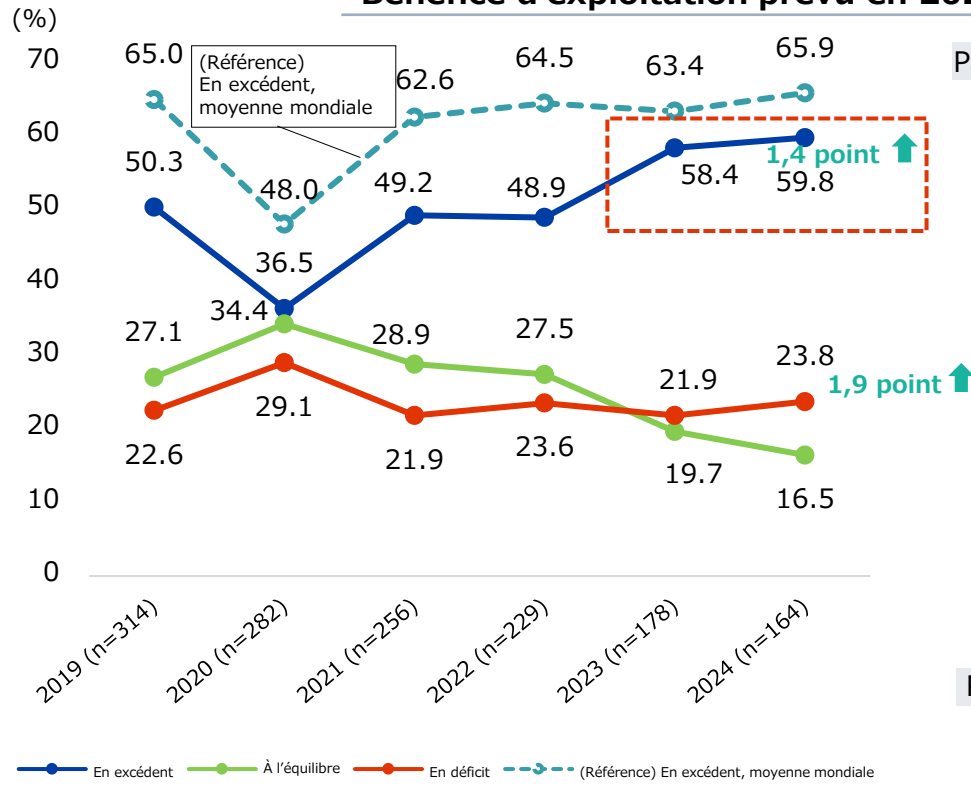
(Note 2) Le « n » dans le rapport se rapporte au nombre de réponses valides.

I. Prévisions de résultat d'exploitation

1 | Prévisions de résultat d'exploitation en 2024 (évolution globale/par pays)

- **59,8 % des entreprises prévoient un résultat excédentaire pour l'Afrique dans son ensemble, soit une hausse de 1,4 point par rapport à l'année précédente ; il s'agit du pourcentage le plus élevé jamais enregistré***. Il reste cependant inférieur à la moyenne mondiale (65,9 %). En ce qui concerne les entreprises en déficit, leur nombre a augmenté de 1,9 point, à savoir 23,8 %.
*depuis que les comparatifs par année sont possibles (2013)
- Par pays, le pourcentage d'entreprises en excédent s'élevait à 81,6 % en Afrique du Sud, 70,8 % en Égypte et 61,1 % au Nigeria, soit les taux les plus élevés du continent, bien qu'ils soient en baisse par rapport à l'année précédente. Le Maroc, où plus de la moitié des entreprises répondaient être en déficit en 2023, connaît un rétablissement extrêmement rapide avec un pourcentage d'entreprises en excédent s'élevant à 69,2 %.

Bénéfice d'exploitation prévu en 2024 (de janvier à décembre)



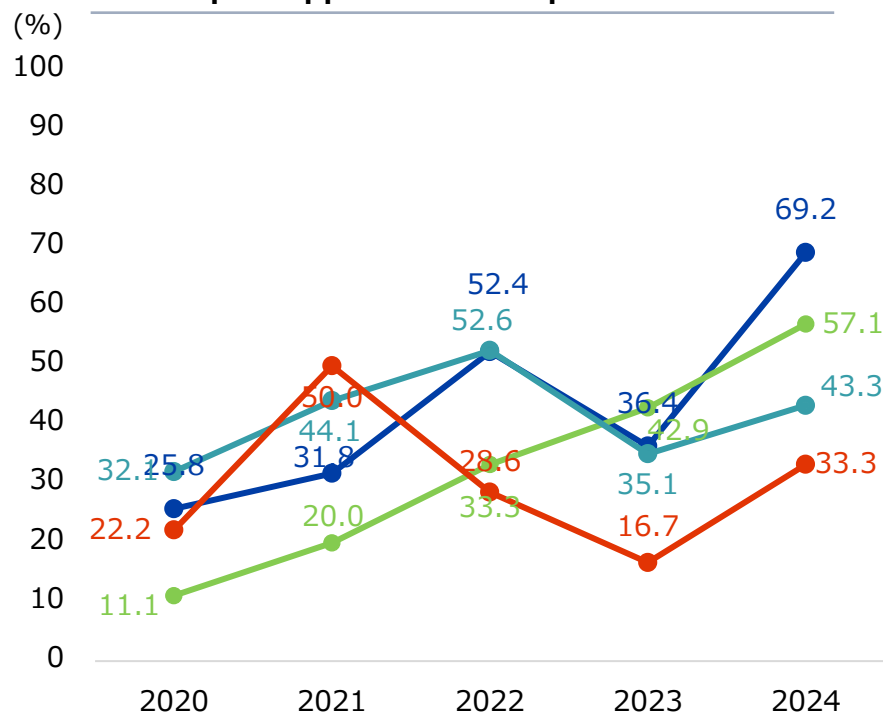
Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

(Note) Dans l'enquête à partir de 2023, les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

2 | Prévisions de bénéfice d'exploitation en 2024 (par pays/évolution du taux d'entreprises excédentaires)

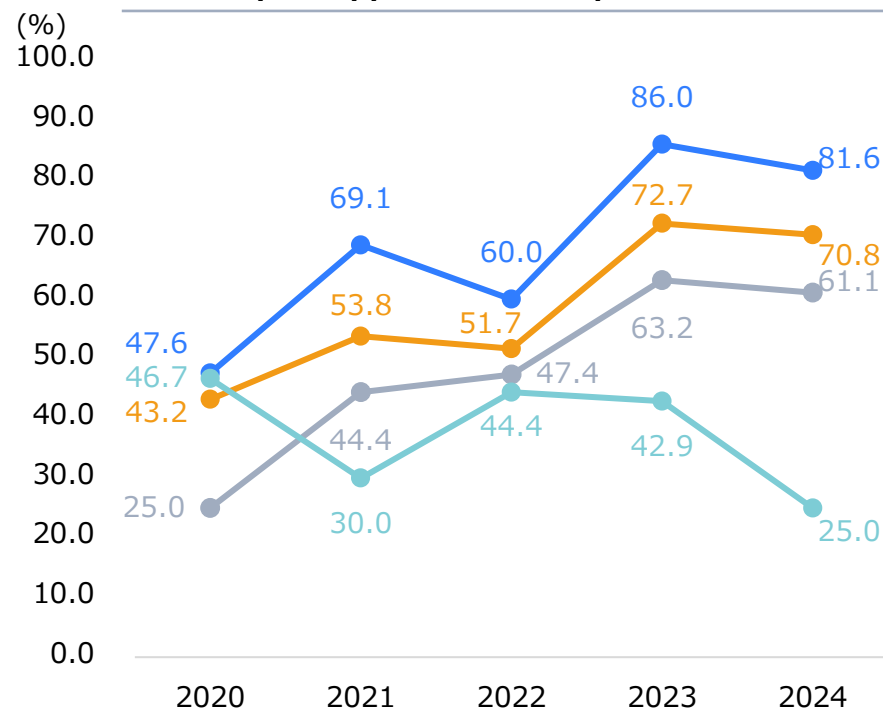
- Le pourcentage d'entreprises s'attendant à des excédents en 2024 s'est redressé au Maroc, au Kenya et en Côte d'Ivoire, après avoir diminué en 2023. Cette tendance se vérifie particulièrement au Maroc. Au Ghana, ce pourcentage connaît une croissance constante depuis 2020, dépassant les 50 % en 2024.
- En contrecoup de la forte hausse de l'année précédente, ce pourcentage enregistre une légère diminution en 2024 pour les entreprises situées en Afrique du Sud, en Égypte et au Nigeria. Le Mozambique enregistre pour sa part une accélération de la diminution d'entreprises excédentaires pour la deuxième année consécutive.

Evolution du taux d'entreprises excédentaires dans les pays qui enregistrent une hausse par rapport à l'année précédente



● Maroc ● Ghana ● Kenya ● Côte d'Ivoire

Evolution du taux d'entreprises excédentaires dans les pays qui enregistrent une baisse par rapport à l'année précédente



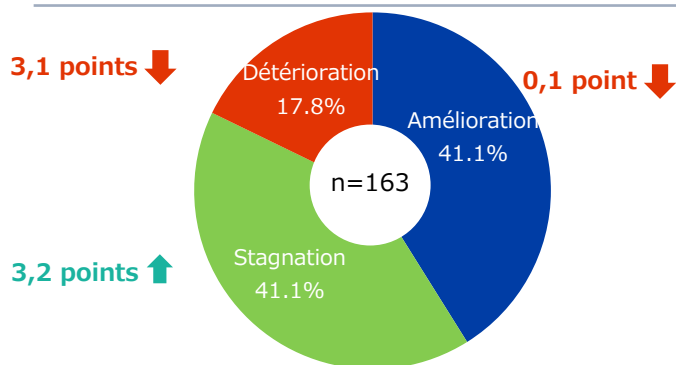
● République d'Afrique du Sud ● Égypte
● Nigeria ● Mozambique

(Note) Dans l'enquête à partir de 2023, les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

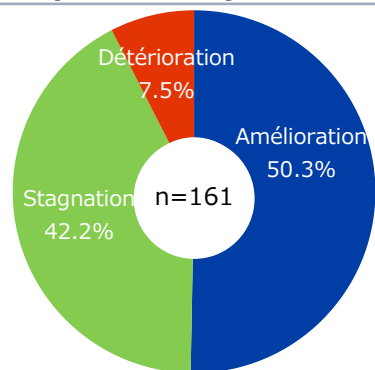
3 Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2024 et perspectives pour 2025 (par rapport à l'année précédente)

- Concernant le bénéfice d'exploitation prévu en 2024 pour l'Afrique dans son ensemble, 41,1 % des entreprises ont répondu qu'elles s'attendaient à une amélioration. A l'inverse, une baisse de 3,1 points de « détérioration » par rapport à l'année précédente, soit un pourcentage de 17,8 %, et une augmentation de 3,2 points de « stagnation » ont été enregistrées ; ainsi, « amélioration » et « stagnation », **représentent plus de 80 % des réponses.**
- **La perspective « amélioration » pour 2025 a augmenté de 9,2 points par rapport à 2024, atteignant plus de 50 % des réponses.** « Stagnation » a également connu une progression minimale de 1,1 point. En revanche, la réponse « détérioration » a connu une diminution importante de 10,3 points, ne représentant que 7,5 % des réponses.

Bénéfice d'exploitation prévu en 2024 (par rapport à 2023)



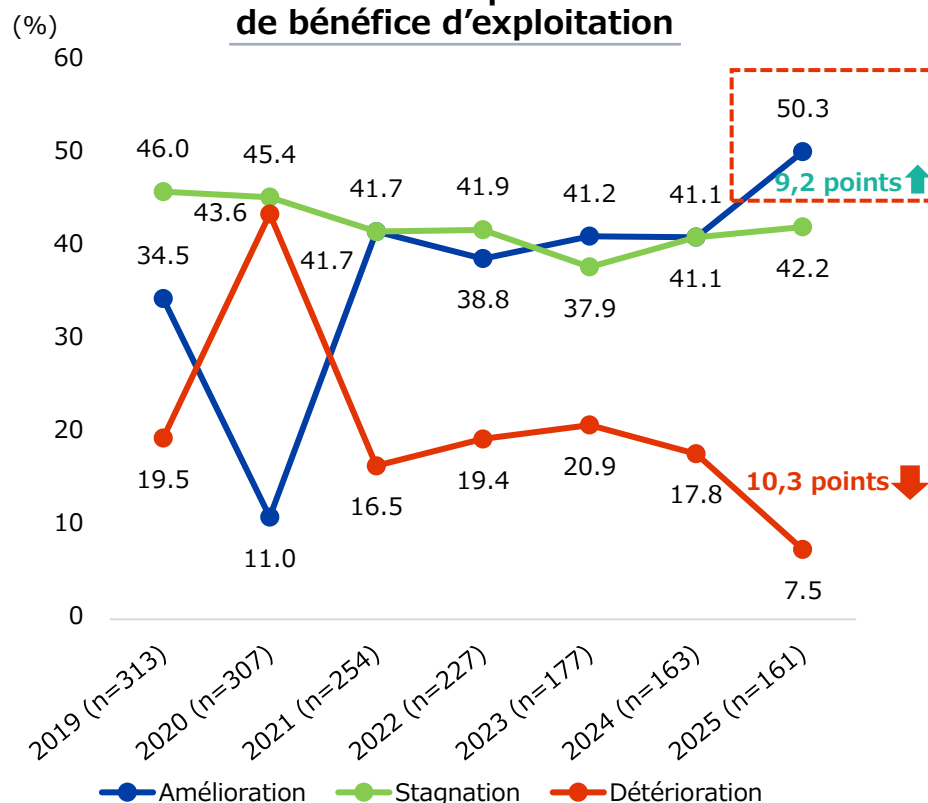
Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2025



Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

Évolution des prévisions de bénéfice d'exploitation



(Note 1) 2019-2024 : prévision ; 2025 : perspectives

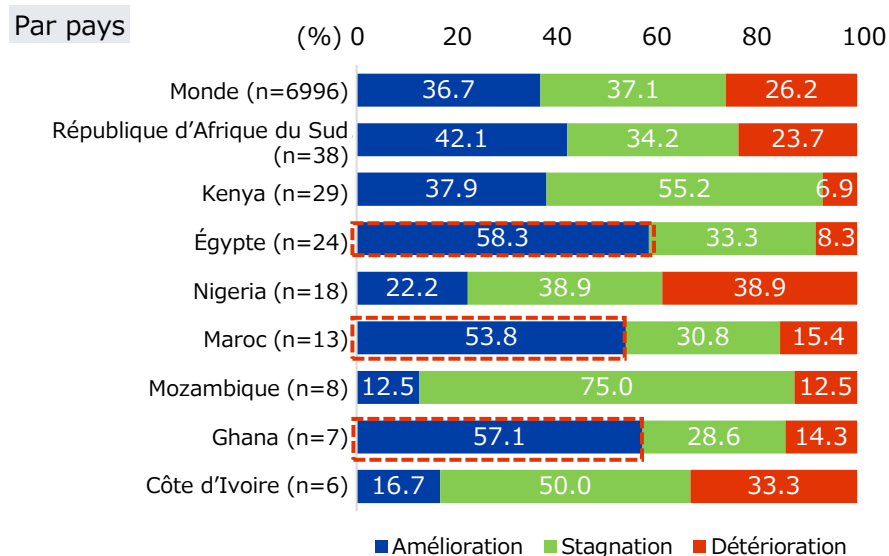
(Note 2) L'amplitude de variation indiquée en points est une comparaison entre les prévisions de 2024 et les perspectives pour 2025.

(Note 3) Dans l'enquête à partir de 2023, les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

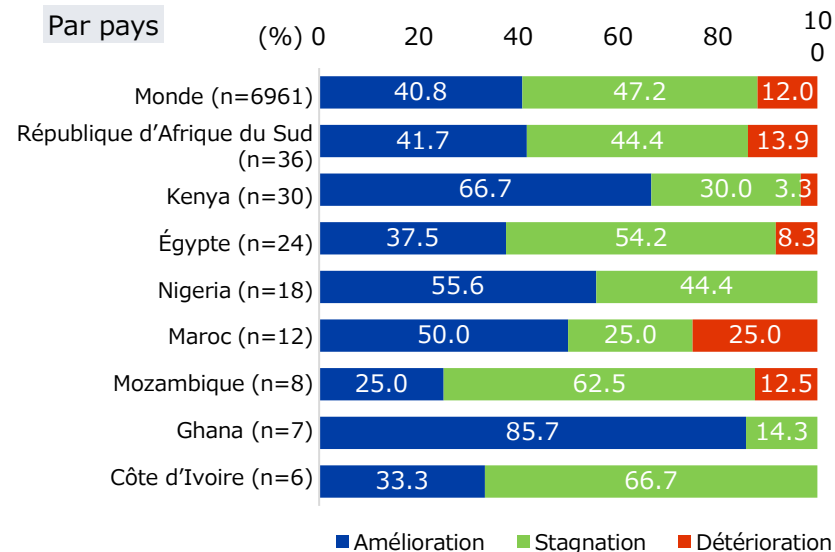
4 | Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2024 et perspectives pour 2025 (par pays/par secteur)

- Plus de 50 % des entreprises en Égypte, au Ghana et au Maroc ont répondu qu'elles prévoient une « amélioration » de leur bénéfice d'exploitation en 2024 par rapport à l'année précédente. Concernant les perspectives pour 2025, la réponse « amélioration » s'élève à plus de 80 % au Ghana, à plus de 60 % au Kenya, et à plus de 50 % au Nigeria et au Maroc.
- Par secteur, entre 2024 et 2025, la proportion de la réponse « amélioration » a augmenté et celle de la réponse « détérioration » a diminué par rapport à l'année précédente aussi bien dans l'industrie manufacturière que dans l'industrie non manufacturière. Les perspectives d'excédent pour 2025 sont bonnes dans l'industrie manufacturière à 64,8 %, et stagnent dans l'industrie non manufacturière à 50 %.

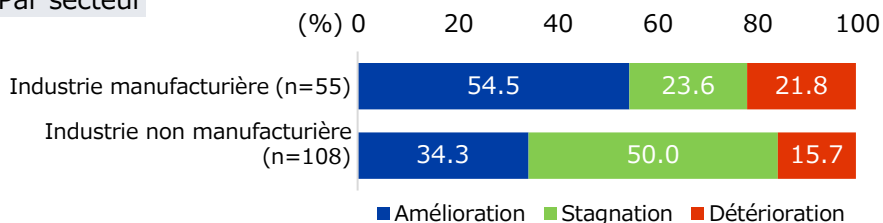
Bénéfice d'exploitation prévu en 2024 (par rapport à l'année précédente)



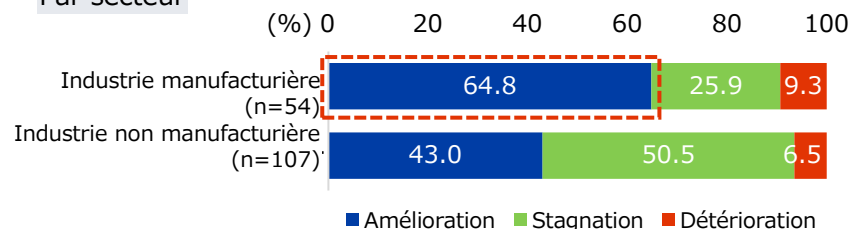
Perspectives de bénéfice d'exploitation pour 2025



Par secteur



Par secteur



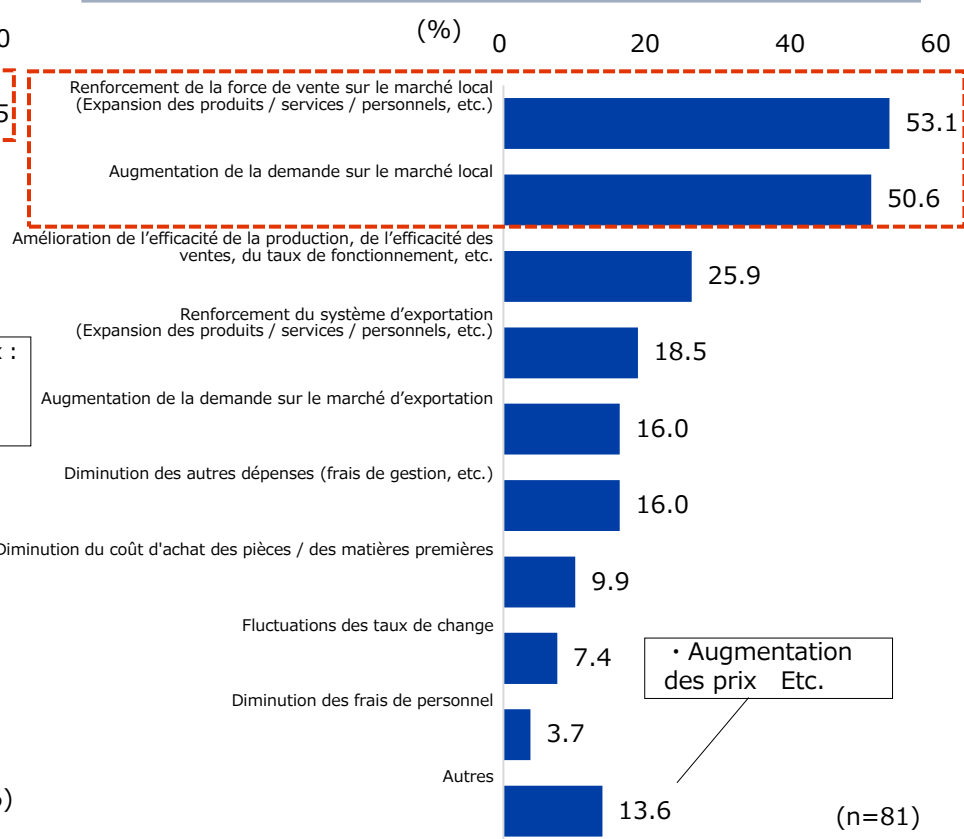
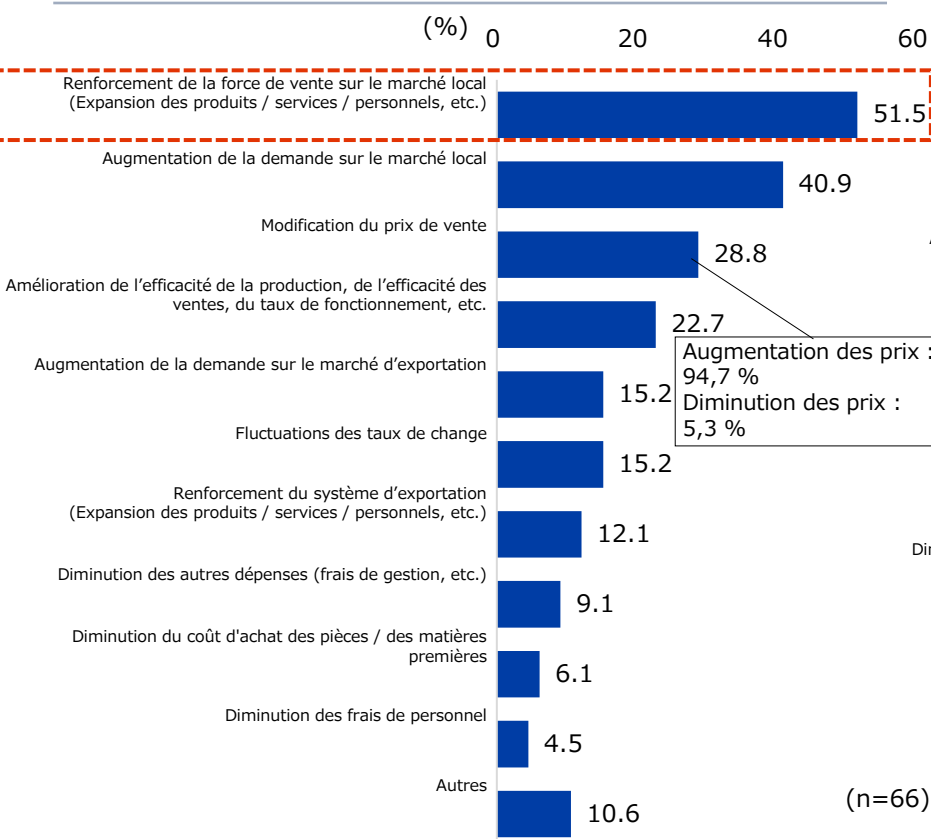
(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

5 | Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2024 et perspectives pour 2025 (raisons de l'amélioration)

- Parmi les raisons citées pour expliquer l'amélioration du bénéfice d'exploitation en 2024 pour l'Afrique dans son ensemble, le « renforcement de la force de vente sur le marché local » atteint 51,5 %, une hausse importante par rapport à l'année précédente. Viennent ensuite l' « augmentation de la demande sur le marché local », et la « modification du prix de vente ».
- Pour 2025, de manière similaire, le « renforcement de la force de vente sur le marché local » et l' « augmentation de la demande sur le marché local » sont les principaux facteurs d'amélioration, à plus de 50 %.

Raisons de l'amélioration des prévisions de bénéfice d'exploitation 2024 (par rapport à l'année précédente)
[plusieurs réponses possibles]

Raisons de l'amélioration des perspectives de bénéfice d'exploitation pour 2025
[plusieurs réponses possibles]



Augmentation des prix : 94,7 %
Diminution des prix : 5,3 %

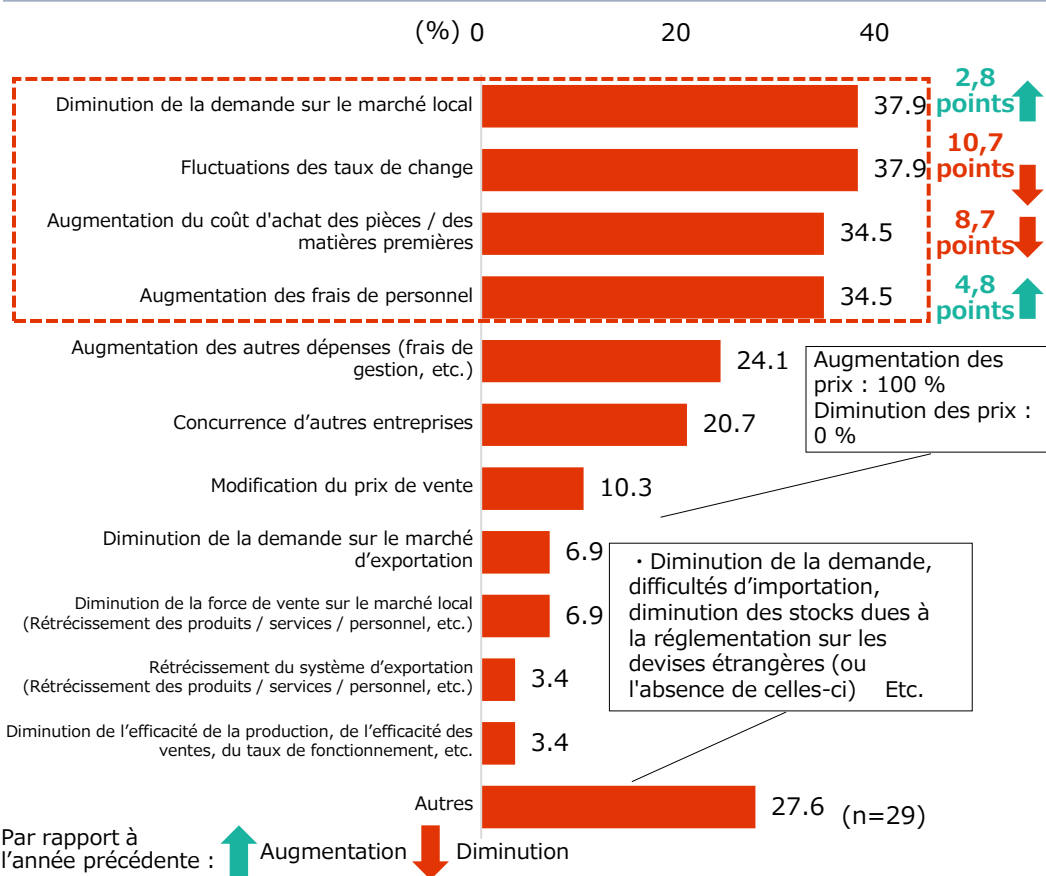
• Augmentation des prix Etc.

(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

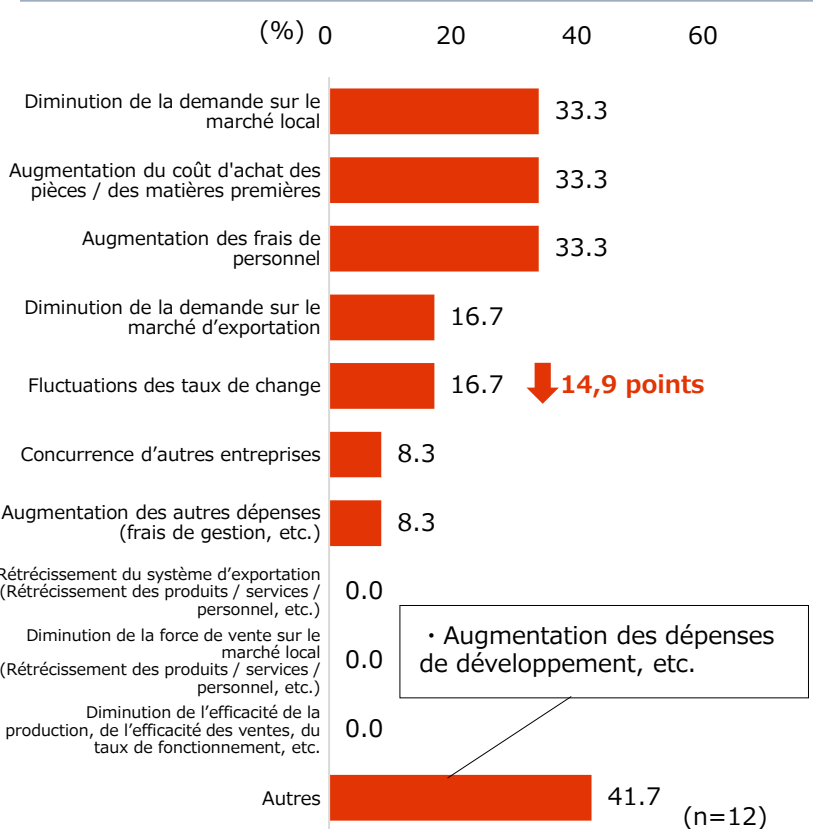
6 | Prévisions de bénéfice d'exploitation pour 2024 et perspectives pour 2025 (raisons de la détérioration)

- Parmi les raisons principales mises en avant pour expliquer la détérioration du bénéfice d'exploitation en 2024 pour l'Afrique dans son ensemble, les réponses « fluctuations des taux de change » et « augmentation du coût d'achat des pièces / des matières premières », qui dépassaient 40 % en 2023, sont en baisse, tandis que la « diminution de la demande sur le marché local » et l'« augmentation des frais de personnel » sont en hausse.
- Pour 2025 également, de nombreuses entreprises citent la « diminution de la demande sur le marché local », l'« augmentation du coût d'achat des pièces / des matières premières » et l'« augmentation des frais de personnel » comme facteurs de détérioration (33,3 % pour chacun) potentielles, tandis que le facteur « fluctuations des taux de change » est en chute de 14,9 points à 16,7 %.

Raisons de la détérioration des prévisions de bénéfice d'exploitation 2024 (par rapport à l'année précédente) [plusieurs réponses possibles]



Raisons de la détérioration des perspectives de bénéfice d'exploitation pour 2025 [plusieurs réponses possibles]



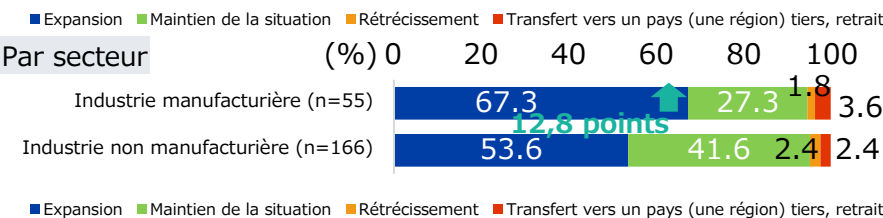
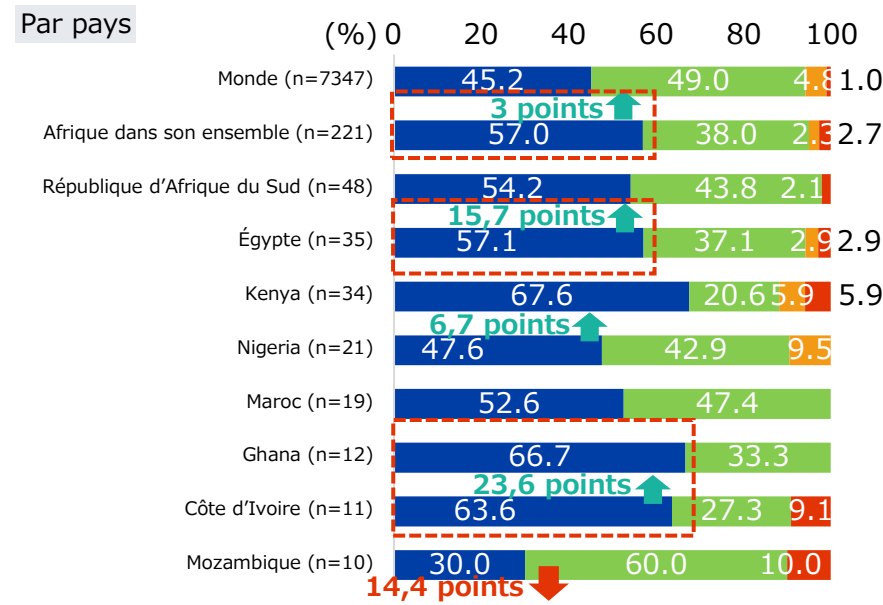
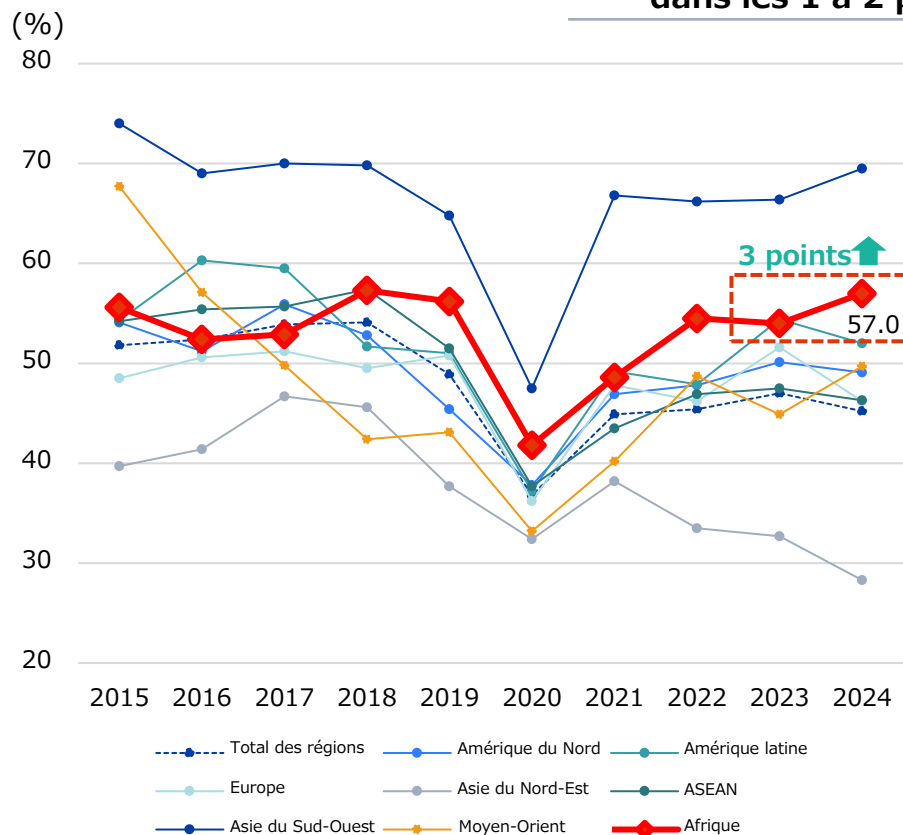
(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions sur le bénéfice d'exploitation.

II. Perspectives d'évolution de l'activité

1 Perspectives d'évolution de l'activité dans les 1 à 2 prochaines années (au niveau continental/par pays)

- **A l'échelle continentale, 57 % des entreprises japonaises prévoient une expansion** de leur activité sur le continent africain dans son ensemble pour les 1 à 2 prochaines années, soit **une hausse de 3 points par rapport à l'année précédente**. Il s'agit du deuxième niveau le plus élevé dans le monde, derrière l'Asie du Sud-Ouest. Dans l'industrie manufacturière, la réponse « expansion » a augmenté de 12,8 points, atteignant environ 70 %.
- A l'échelle des pays, les perspectives semblent particulièrement prometteuses au Kenya, au Ghana et en Côte d'Ivoire, où la réponse « expansion » atteint plus de 60 %. De même, la proportion des entreprises japonaises situées en Égypte ayant produit cette réponse connaît un fort rebond, à près de 60 %, contre moins de 50 % précédemment.

Orientation du développement de l'activité dans les 1 à 2 prochaines années



(Note) Pour la définition des régions et le détail des résultats de l'enquête mondiale, reportez-vous à « FY2024 Survey on Business Conditions of Japanese-Affiliated Companies Overseas: Global Edition ».

2 | Perspectives d'évolution de l'activité dans les 1 à 2 prochaines années (raisons de l'expansion)

- La raison la plus fréquemment citée pour expliquer les perspectives d'expansion de l'activité est l'« **expansion des besoins du marché local** », avec plus de 60 % des réponses. La « supériorité par rapport aux entreprises concurrentes » est aussi mise en avant par presque 30 % des entreprises.
- En revanche, plus de 40 % des entreprises japonaises au Maroc et en Afrique du Sud ont cité comme facteur d'expansion les prévisions d'« augmentation des exportations ».

Raisons citées pour expliquer les prévisions d'expansion de l'activité [plusieurs réponses possibles]

(%)	Expansion des besoins du marché local	Supériorité par rapport aux entreprises concurrentes	Augmentation des exportations	Bonne réceptivité pour les produits et services à haute valeur ajoutée	Supériorité sur le plan des ressources humaines	Étendue des mesures préférentielles	Assouplissement de la réglementation	Autres
Afrique dans son ensemble (n=122)	65,6	27	23,8	14,8	9	2,5	1,6	14,8
République d'Afrique du Sud (n=25)	44	36	40	8	8	0	4	20
Kenya (n=23)	91,3	30,4	4,3	21,7	8,7	4,3	0	0
Égypte (n=20)	70	25	20	20	5	0	0	10
Nigeria (n=10)	80	10	20	0	0	10	0	20
Maroc (n=9)	44,4	11,1	44,4	11,1	33,3	0	0	11,1
Ghana (n=7)	57,1	28,6	28,6	28,6	14,3	14,3	0	42,9
Côte d'Ivoire (n=7)	71,4	42,9	28,6	28,6	0	0	0	0
Mozambique (n=3)	66,7	0	0	0	0	0	0	33,3

(Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

3 | Perspectives d'évolution de l'activité dans les 1 à 2 prochaines années (fonctions de l'entreprise en expansion)

- **Près de 70 % des entreprises ont déclaré qu'elles prévoient de renforcer leur force de vente.**
- Plus de 30 % des entreprises au Maroc, en Égypte et au Nigeria ont répondu qu'elles avaient pour projet d'étendre leur fonction de « production de biens à usage général ».

**Fonction(s) concernée(s) par l'expansion de l'activité
[plusieurs réponses possibles]**

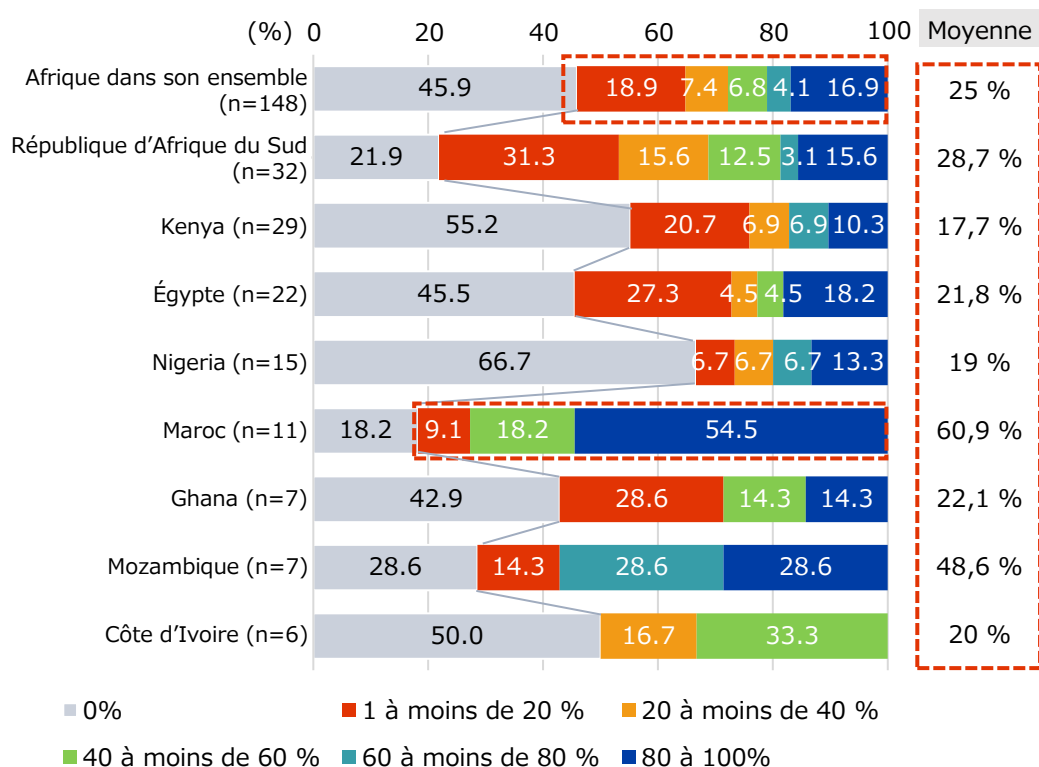
(%)	Ventes	Développement d'une nouvelle activité	Service apporté aux clients	Production (produit à usage général)	Production (produit à forte valeur ajoutée)	Fonction de supervision régionale	Recherche et développement	Autres
Afrique dans son ensemble (n=125)	68,8	32	24	16	10,4	9,6	4	12
République d'Afrique du Sud (n=26)	73,1	26,9	23,1	7,7	3,8	0	3,8	15,4
Kenya (n=23)	78,3	30,4	34,8	0	17,4	17,4	0	8,7
Égypte (n=20)	65	30	25	35	10	15	5	5
Nigeria (n=10)	80	20	20	30	0	10	0	10
Maroc (n=9)	44,4	11,1	11,1	44,4	11,1	0	11,1	22,2
Ghana (n=8)	87,5	37,5	37,5	12,5	25	25	12,5	12,5
Côte d'Ivoire (n=7)	57,1	71,4	14,3	14,3	14,3	14,3	0	14,3
Mozambique (n=3)	33,3	66,7	0	33,3	0	0	33,3	0

(Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

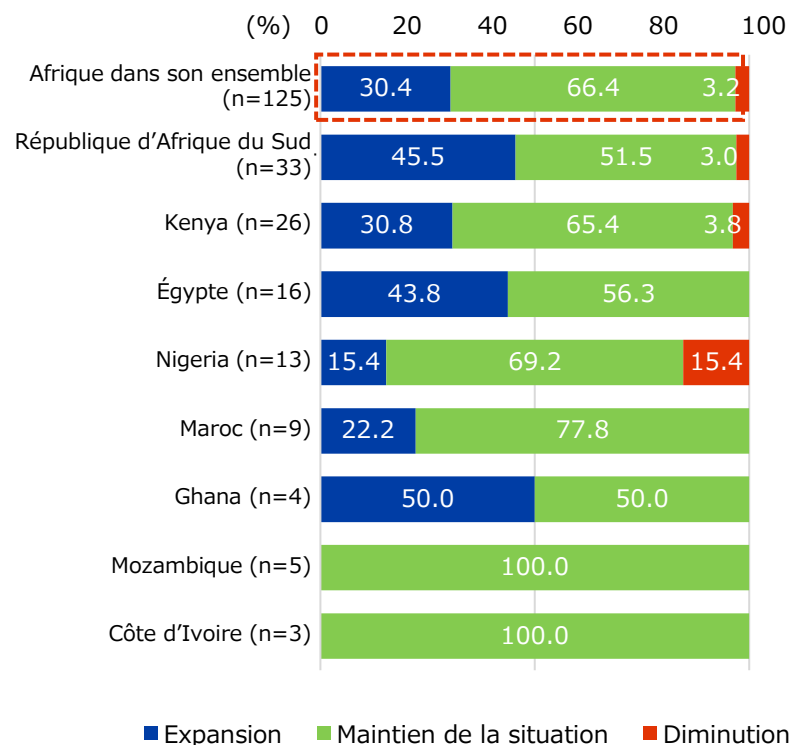
4 | Part des exportations dans le chiffre d'affaires (actuellement/dans les 1 à 2 prochaines années)

- Plus de la moitié des entreprises sondées réalisent des opérations d'exportation. C'est le cas pour plus de 80 % des entreprises japonaises au Maroc, et pour plus de la moitié de celles situées en Afrique du Sud, en Égypte, au Ghana, au Mozambique et en Côte d'Ivoire.
- Cette tendance va se maintenir, voire s'accroître dans les 1 à 2 prochaines années, près de 70 % des entreprises ayant répondu que la part des exportations dans le chiffre d'affaires resterait inchangée, tandis qu'environ 30 % ont répondu prévoir une augmentation.

Actuellement



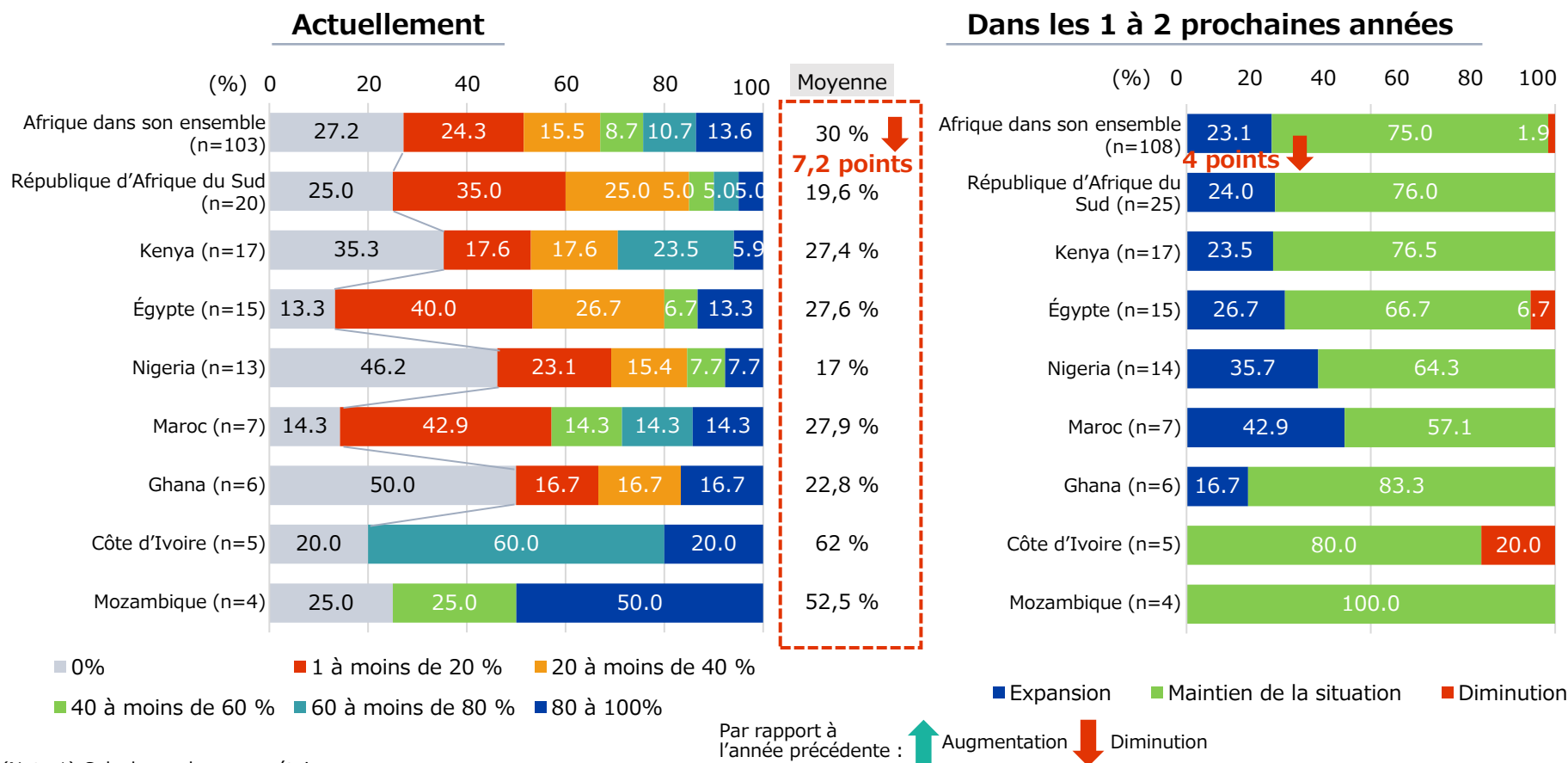
Dans les 1 à 2 prochaines années



(Note 1) Calcul de la part des exportations (ventes à l'étranger) avec comme base monétaire un chiffre d'affaires de 100.
 (Note 2) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.
 (Note 3) Calcul de la valeur moyenne effectué après obtention des réponses aux questions effectives entre 0 % et 100 %.

5 | Taux d'approvisionnement local (actuellement/ dans les 1 à 2 prochaines années)

- Le taux d'approvisionnement local moyen actuel en Afrique n'est que de 30 %, en diminution de 7,2 points par rapport à l'année précédente.
- Concernant les perspectives pour les 1 à 2 prochaines années, seules 23,1 % des entreprises japonaises ont répondu que leur taux d'approvisionnement local allait augmenter, ce qui représente une diminution de 4 points par rapport à l'année précédente.



(Note 1) Calcul avec base monétaire.

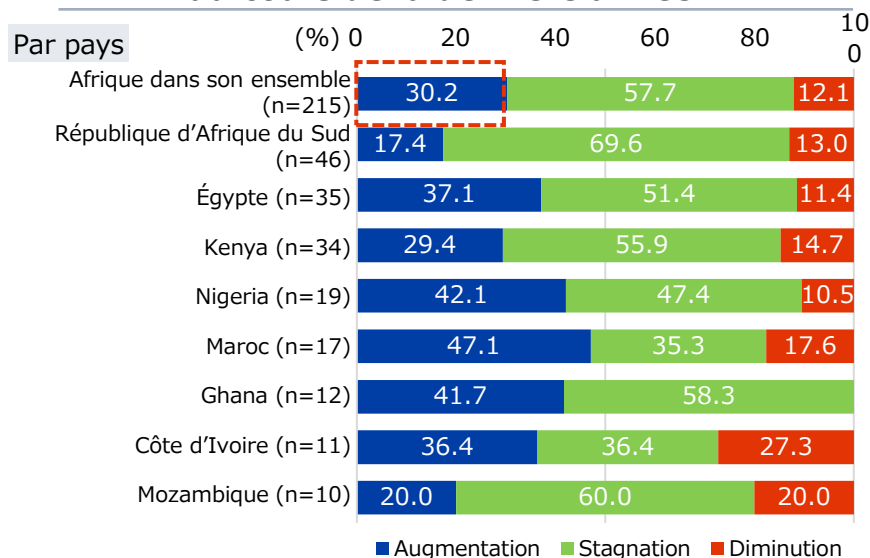
(Note 2) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.

(Note 3) Calcul de la valeur moyenne effectué après obtention des réponses aux questions effectives entre 0 % et 100 %.

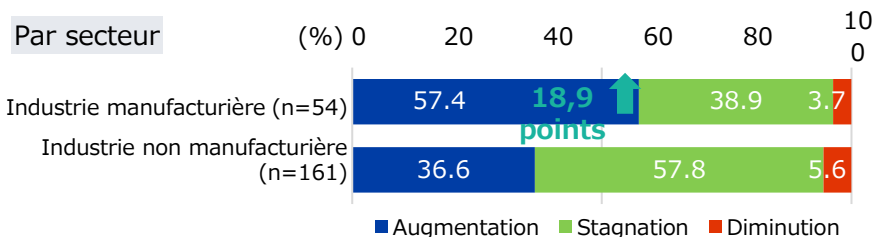
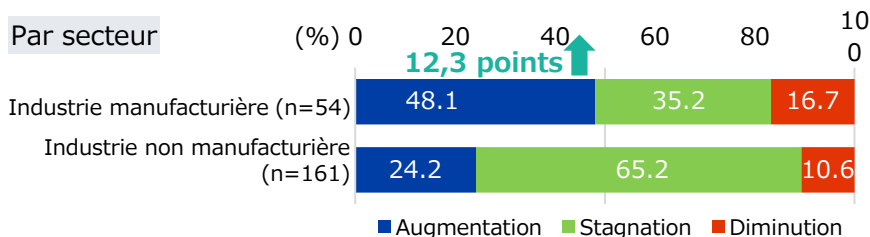
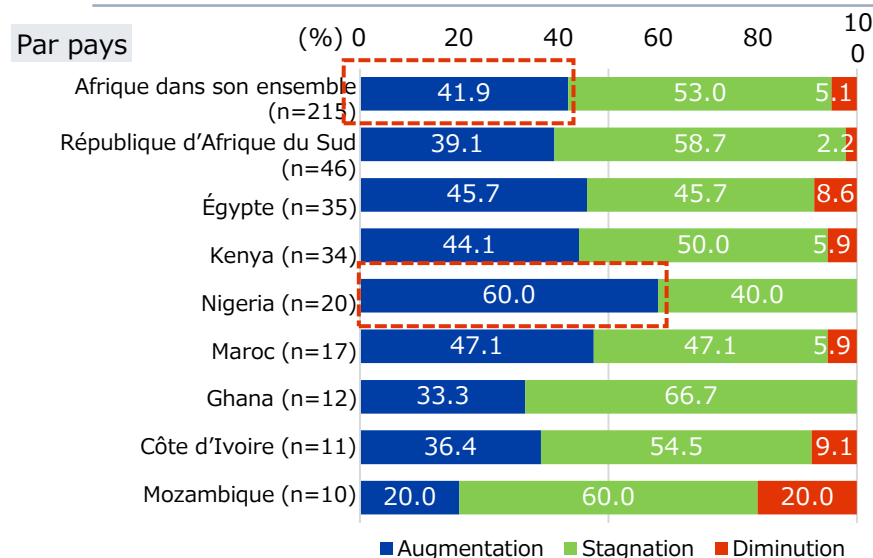
6 | Nombre d'employés locaux (évolution au cours de la dernière année/à venir)

- **30,2 %** des entreprises japonaises ont répondu que le nombre d'employés locaux avait augmenté au cours de la dernière année, et 12,1 % qu'il avait diminué.
- **Un peu plus de 40 % des entreprises ont indiqué que leur nombre devrait augmenter à l'avenir**, notamment **au Nigeria, pour plus de 60 % des sondées**. Dans l'industrie manufacturière, ce pourcentage atteint près de 60 %, en hausse de 18,9 points par rapport à l'année précédente.

Evolution du nombre d'employés locaux au cours de la dernière année



Evolution à venir du nombre d'employés locaux

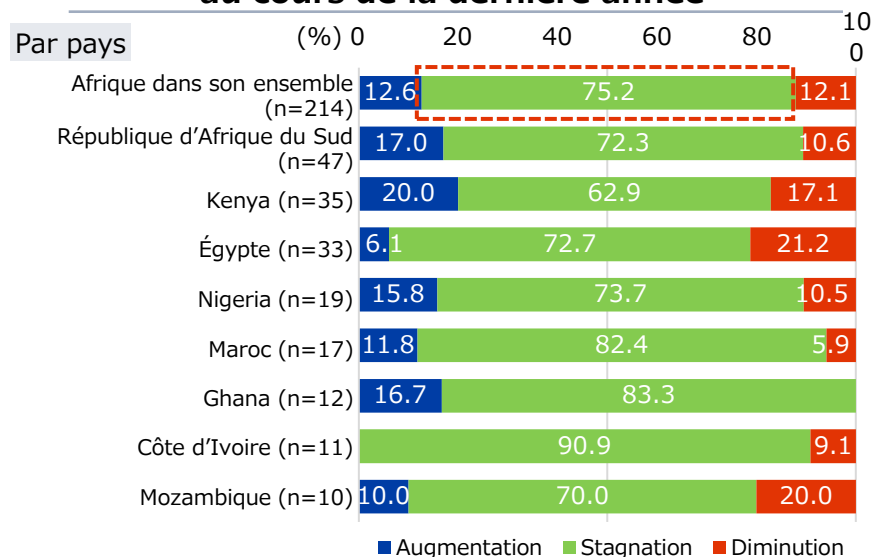


Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

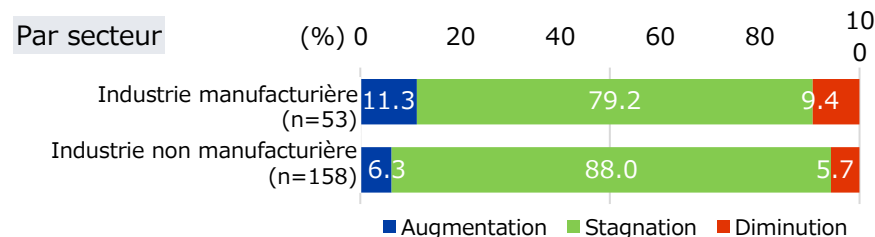
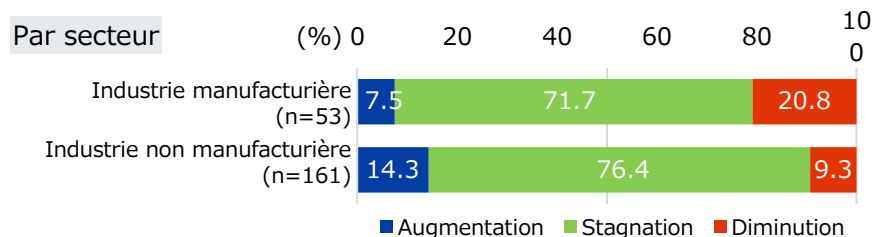
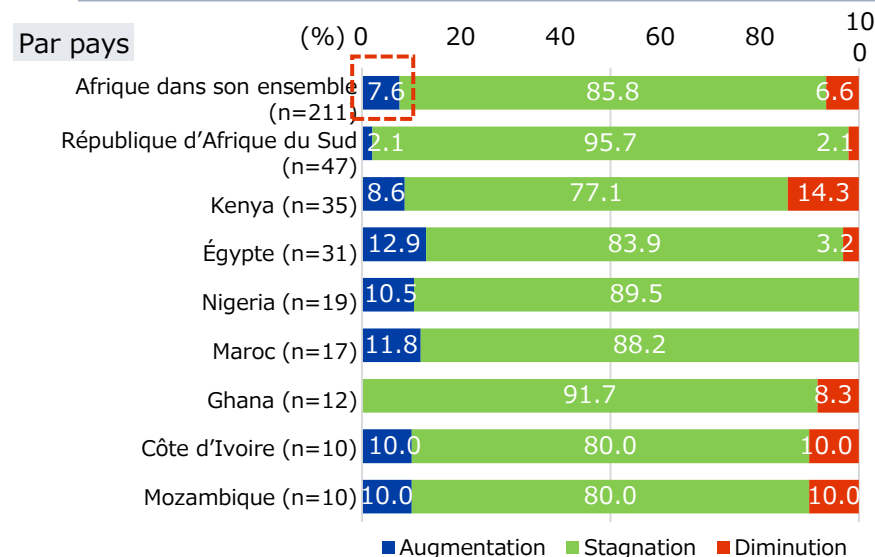
7 | Nombre d'expatriés japonais (évolution au cours de la dernière année/à venir)

- Une large majorité (75,2 %) d'entreprises ont déclaré que le nombre d'expatriés japonais était resté stable au cours de la dernière année, tandis que pour 12,6 % des sondées, ce nombre avait augmenté, ce qui représente un pourcentage supérieur à celui des entreprises dont le nombre d'expatriés a baissé (12,1 %), contrairement à l'année précédente.
- La même tendance s'observe pour les années à venir, le pourcentage d'entreprises prévoyant d'augmenter leur nombre d'expatriés (7,6 %) étant supérieur à celui des entreprises prévoyant de le réduire (6,6 %).

Evolution du nombre d'expatriés japonais au cours de la dernière année



Evolution à venir du nombre d'expatriés japonais

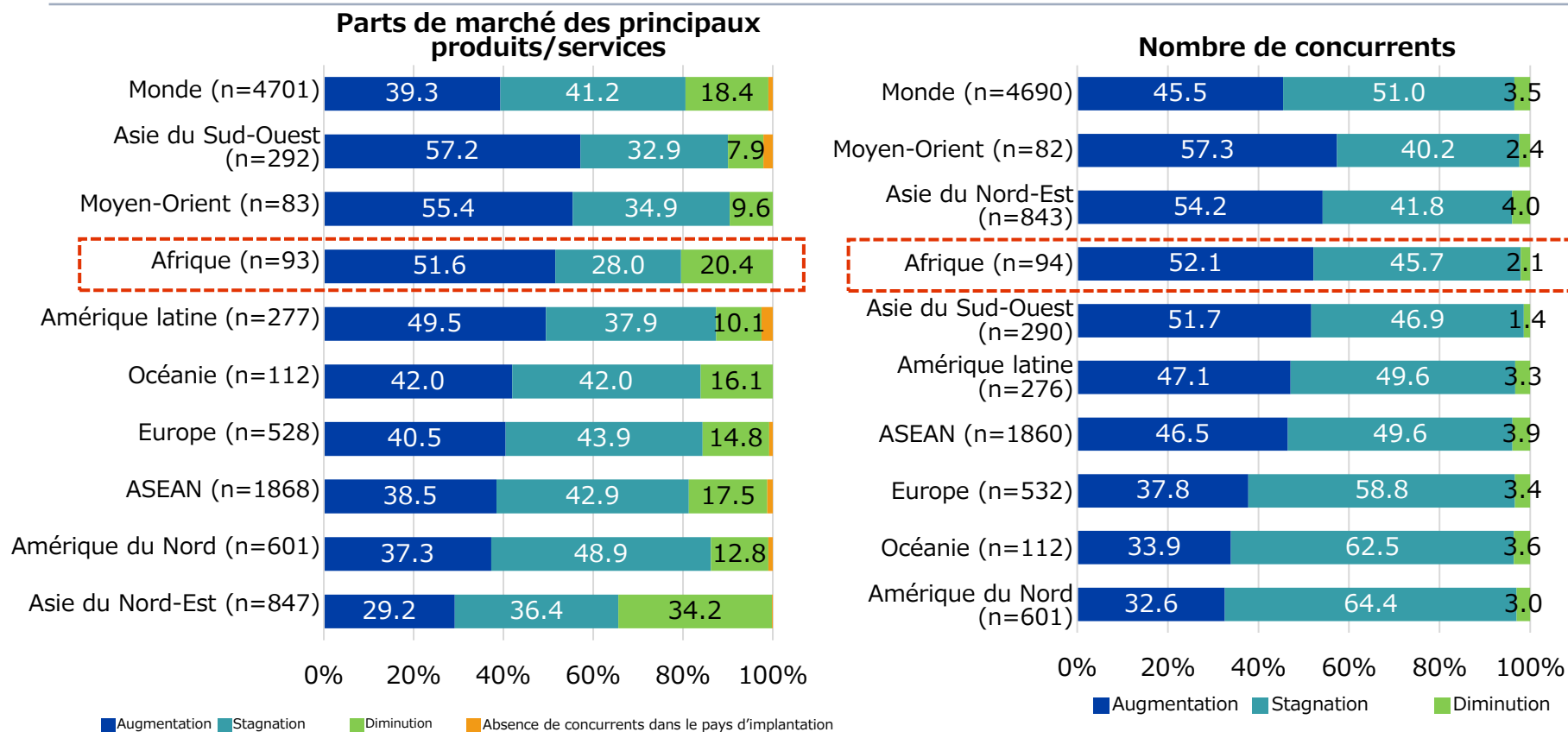


III. Environnement concurrentiel

1 | Evolution de l'environnement concurrentiel (parts de marché/nombre de concurrents)

- Plus de la moitié (51,6 %) des entreprises japonaises implantées en Afrique ont consolidé leur position dans leurs pays d'implantation, leurs parts de marché pour leurs principaux produits/services ayant augmenté par rapport à 2019. Il s'agit du niveau le plus élevé dans le monde après l'Asie du Sud-Ouest et le Moyen-Orient, dépassant de loin la moyenne au niveau mondial (39,3%). A l'inverse, la proportion d'entreprises dont les parts de marché ont diminué dépasse également 20 %, ce qui est supérieur à la moyenne mondiale (18,4 points).
- Plus de 50 % des sondées ont répondu que le nombre de concurrents avait augmenté dans les pays d'implantation en Afrique, un niveau supérieur à la moyenne mondiale (45,5%).

Evolution de l'environnement concurrentiel dans les pays d'implantation depuis 2019 (par région du monde)



(Note 1) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.

(Note 2) Pour la définition des régions et le détail des résultats de l'enquête mondiale, reportez-vous à «[FY2024 Survey on Business Conditions of Japanese-Affiliated Companies Overseas: Global Edition](#)».

2 | Initiatives visant à renforcer la compétitivité (Afrique dans son ensemble/par pays)

- Parmi les actions visant à renforcer la compétitivité, pour un peu plus de 40 % des entreprises, la « diversification des produits et services » est la mesure la plus souvent mise en œuvre. Ce pourcentage est particulièrement élevé en Afrique du Sud (51,5 %).
- Le « renforcement des ventes/des relations publiques » et l'« expansion des canaux de vente » viennent ensuite, avec un peu moins de 40 % des réponses. S'agissant du « renforcement des ventes/des relations publiques », cette mesure est fréquemment introduite notamment en Egypte et en Afrique du Sud, tandis que l'« expansion des canaux de vente » est davantage mis en œuvre au Nigeria et en Égypte.

Principales mesures prises pour améliorer la compétitivité dans le pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]

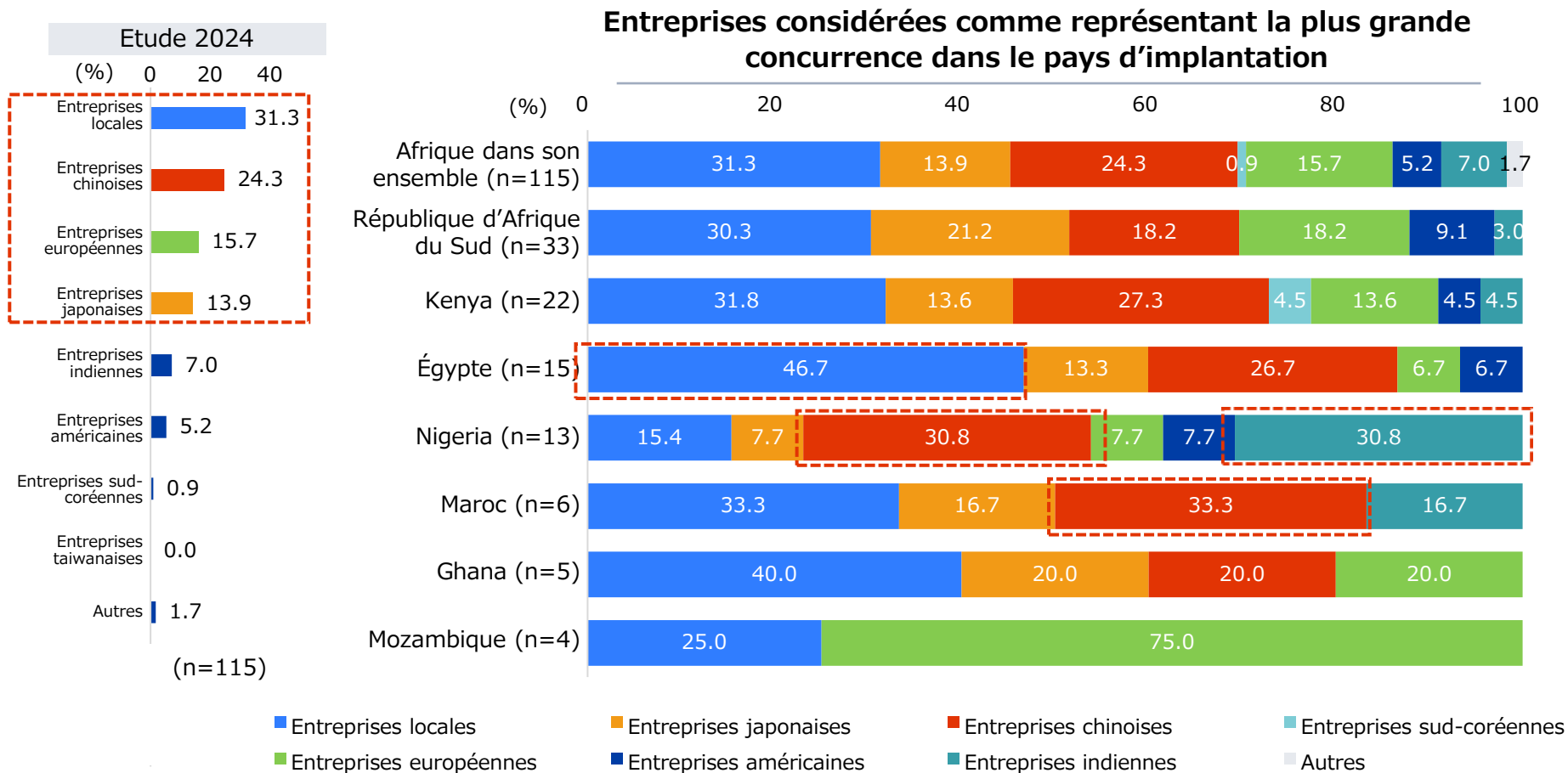
(%)	Diversification des produits / des services	Renforcement des ventes / des relations publiques	Élargissement des canaux de vente	Réduction des coûts	Collaboration / Coopération avec les entreprises locales	Baisse des prix	Développement des produits / des services	Collaboration / Coopération avec d'autres entreprises étrangères	Affinement des produits / des services	Reconsidération / Reconstitution du réseau de vente	Accroissement de la valeur ajoutée (ex : ESG)	Utilisation de mesures préférentielles / d'incitations selon les autorités locales / étrangères	Organisation / Réduction des canaux de vente	Autres	Aucune mesure prise
Afrique dans son ensemble (n=117)	41	38,5	35,9	31,6	27,4	23,1	23,1	17,9	16,2	16,2	10,3	9,4	2,6	9,4	0,9
République d'Afrique du Sud (n=33)	51,5	48,5	33,3	30,3	27,3	30,3	21,2	21,2	12,1	15,2	9,1	9,1	0	6,1	0
Kenya (n=22)	27,3	36,4	36,4	31,8	27,3	13,6	13,6	18,2	13,6	22,7	4,5	9,1	4,5	18,2	0
Égypte (n=15)	46,7	53,3	60	33,3	40	26,7	40	13,3	20	13,3	13,3	0	6,7	13,3	0
Nigeria (n=14)	21,4	35,7	64,3	21,4	35,7	28,6	21,4	21,4	21,4	7,1	0	0	0	7,1	0
Maroc (n=6)	33,3	33,3	33,3	33,3	33,3	50	33,3	16,7	0	0	16,7	33,3	0	0	0
Ghana (n=5)	40	20	20	60	20	0	0	20	40	40	20	40	0	0	0
Mozambique (n=4)	25	0	0	50	25	25	25	50	25	0	0	50	0	25	0

(Note 1) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.

(Note 2) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

3 | Entreprises considérées comme représentant la plus grande concurrence (Afrique dans son ensemble/par pays)

- Les entreprises considérées comme représentant la concurrence la plus importante sur le marché d'implantation sont les entreprises locales, pour 31,3 % des entreprises sondées. Viennent ensuite les entreprises chinoises, européennes et japonaises.
- Par pays, avec 46,7 % des réponses, la concurrence des entreprises locales est perçue comme particulièrement forte en Égypte ; les pourcentages sont également élevés en Afrique du Sud et au Kenya. La concurrence des entreprises chinoises est forte au Maroc et au Nigeria, celle des entreprises indiennes est forte au Nigeria.



(Note) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.

4 | Entreprises considérées comme représentant la plus grande concurrence (raisons)

- La raison largement avancée pour expliquer la force des concurrents est la « compétitivité des coûts », avec plus de 60 % des réponses. Viennent ensuite le « réseau de vente » et la « marque/renommée », autour de 40 %.
- Sur de nombreux marchés, la « compétitivité des coûts » des entreprises chinoises et indiennes est souvent citée en particulier ; les « différences d'application des règles de compliance / éthique » représentent également une certaine proportion. La concurrence avec les entreprises américaines ou européennes se situe au niveau de la « marque/renommée ».

Entreprises considérées comme représentant la plus grande concurrence dans le pays d'implantation et raisons [plusieurs réponses possibles]

(%)	Compétitivité des coûts	Réseau de vente	Marque / Renommée	Capacité de développement de services et de produits adaptés aux besoins du marché	Force de vente	Rapidité des prises de décision	Coopération / Partenariat avec les entreprises locales	Différences d'application des règles de compliance / éthique	Différences d'ALE / de mesures préférentielles / d'incitations selon les autorités locales / étrangères	Technologie des produits / des services	Coopération / Partenariat avec d'autres entreprises étrangères	Rapidité de livraison / fourniture	Compétitivité dans l'acquisition de ressources humaines	Différences réglementaires selon les autorités locales / étrangères	Autres
Afrique dans son ensemble (n=115)	64,3	40,9	37,4	29,6	27,8	22,6	21,7	20	18,3	17,4	12,2	10,4	7,8	5,2	6,1
Entreprises locales (n=36)	63,9	47,2	22,2	19,4	22,2	27,8	22,2	13,9	22,2	8,3	13,9	8,3	5,6	8,3	5,6
Entreprises chinoises (n=28)	92,9	21,4	7,1	21,4	10,7	21,4	10,7	35,7	10,7	3,6	3,6	14,3	7,1	3,6	7,1
Entreprises européennes (n=18)	33,3	55,6	72,2	38,9	38,9	16,7	38,9	11,1	27,8	33,3	22,2	0	16,7	11,1	0
Entreprises japonaises (n=16)	62,5	50	62,5	43,8	37,5	18,8	31,3	6,3	18,8	43,8	18,8	12,5	6,3	0	6,3
Entreprises indiennes (n=8)	87,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	12,5	37,5	12,5	12,5	0	25	0	0	12,5
Entreprises américaines (n=6)	16,7	33,3	100	50	33,3	16,7	16,7	16,7	16,7	33,3	16,7	16,7	16,7	0	16,7
Entreprises sud-coréennes (n=1)	0	100	100	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Entreprises taiwanaises (n=0)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres (n=2)	50	0	0	50	100	0	0	50	0	0	0	0	0	0	0

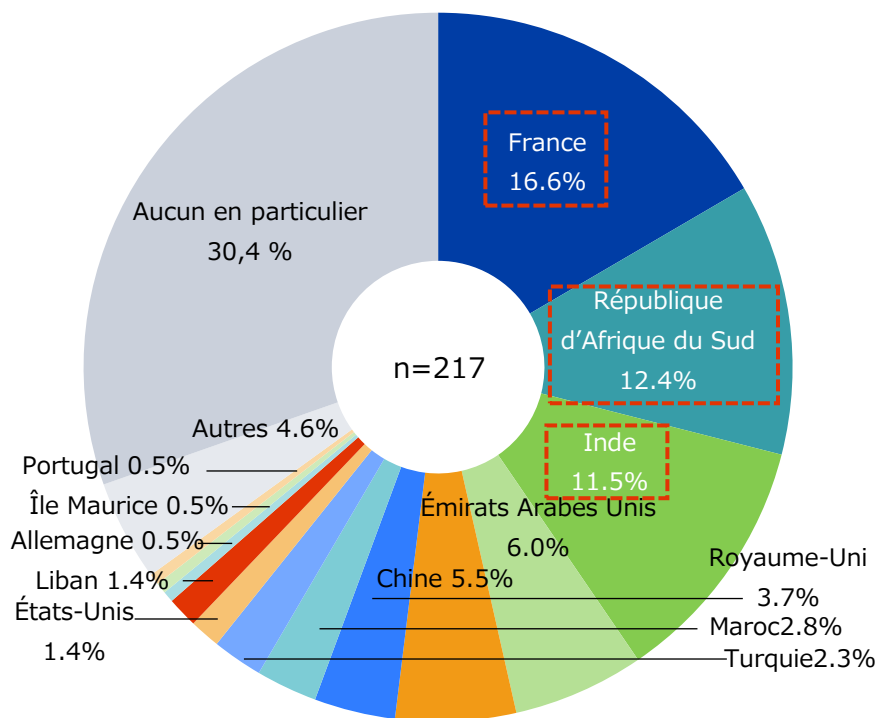
(Note 1) Les bureaux de représentation qui ne génèrent pas de bénéfice d'exploitation ne sont pas ciblés par les questions.

(Note 2) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

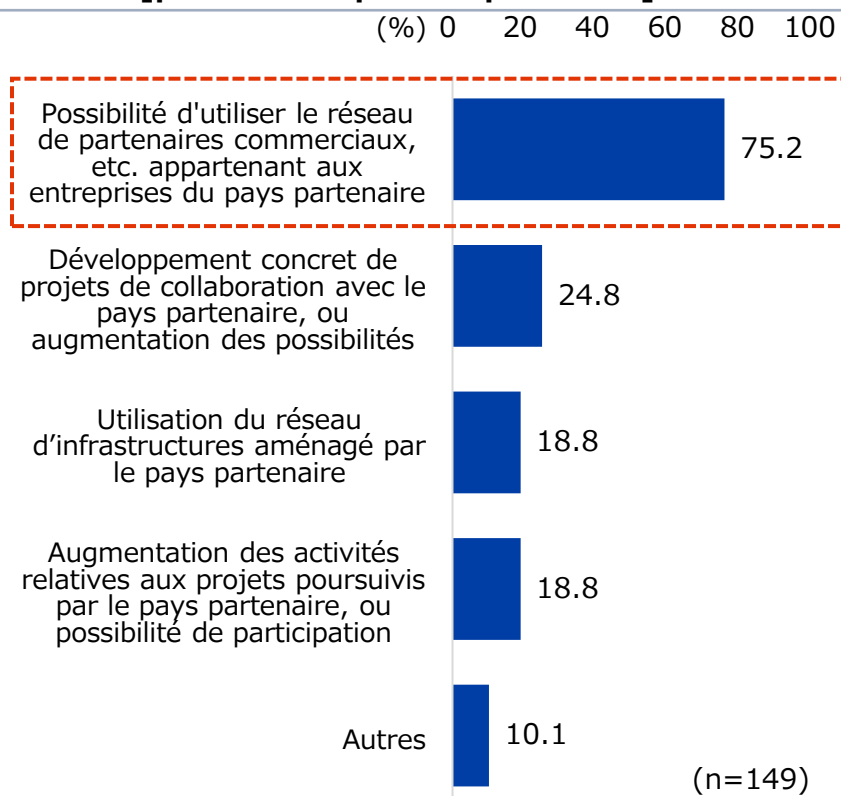
5 | Coopération avec les entreprises de pays tiers

- Les entreprises de pays tiers susceptibles de devenir partenaires au niveau des pays d'implantation en Afrique sont **la France en premier, suivie de l'Afrique du Sud et de l'Inde**.
- Concernant les opportunités et les avantages apportés par cette collaboration, plus de 70 % des entreprises ont cité le « réseau » du partenaire, largement devant tout autre réponse.

Pays dont les entreprises sont susceptibles de devenir un pays tiers partenaire de coopération



Opportunités et avantages que les entreprises partenaires de pays tiers apportent dans les affaires en Afrique [plusieurs réponses possibles]

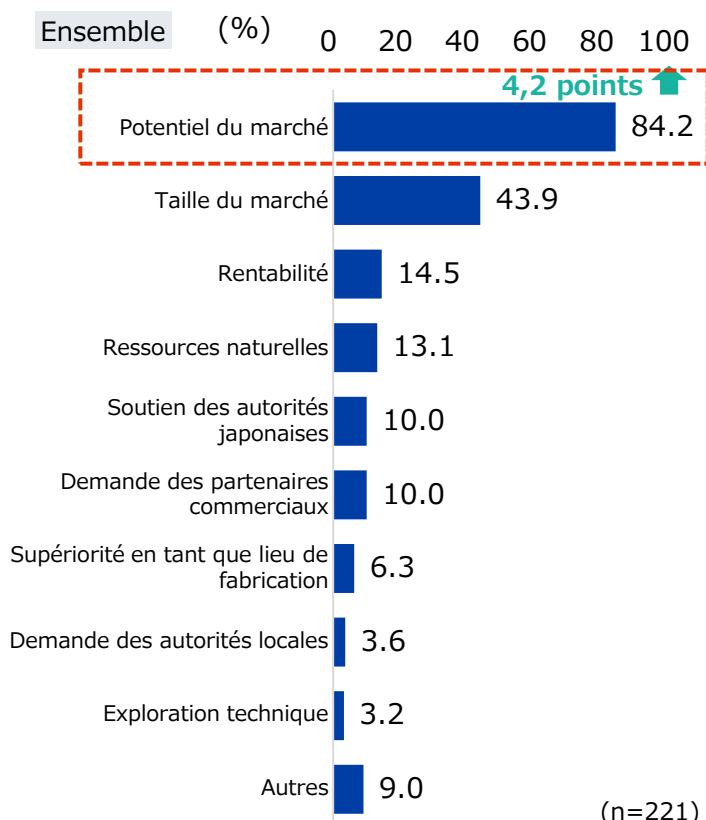


IV. Environnement de l'investissement

1 | Raisons de l'implantation en Afrique (Afrique dans son ensemble/par pays)

- Comme l'année précédente, le « potentiel du marché » a constitué la réponse la plus souvent donnée comme raison de l'implantation en Afrique, avec une augmentation de 4,2 points par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la réponse la plus fréquemment donnée tous pays confondus.
- En Égypte, au Kenya et au Nigeria, la réponse « taille du marché » a été donnée dans plus de 50 % des cas. En Côte d'Ivoire et au Mozambique, la raison « soutien des autorités japonaises » a été citée dans plus de 30 % des cas, soit plus de 20 points au-dessus de la moyenne continentale.

Raisons de l'implantation en Afrique [plusieurs réponses possibles]



Par pays	Raisons de l'implantation en Afrique (%)									
	Potentiel du marché	Taille du marché	Rentabilité	Ressources naturelles	Soutien des autorités japonaises	Demande des partenaires commerciaux	Supériorité en tant que lieu de fabrication	Demande des autorités locales	Exploration technique	Autres
Afrique dans son ensemble (n=221)	84,2	43,9	14,5	13,1	10	10	6,3	3,6	3,2	9
République d'Afrique du Sud (n=49)	83,7	30,6	12,2	16,3	2	18,4	6,1	0	0	10,2
Égypte (n=35)	85,7	62,9	22,9	5,7	11,4	5,7	8,6	5,7	0	0
Kenya (n=35)	97,1	60	8,6	5,7	11,4	5,7	2,9	2,9	2,9	5,7
Nigeria (n=21)	100	57,1	9,5	14,3	0	4,8	4,8	0	0	9,5
Maroc (n=17)	70,6	17,6	23,5	5,9	5,9	17,6	17,6	0	5,9	23,5
Ghana (n=12)	91,7	33,3	16,7	25	8,3	8,3	0	8,3	16,7	8,3
Côte d'Ivoire (n=11)	72,7	27,3	9,1	9,1	36,4	18,2	0	18,2	0	9,1
Mozambique (n=10)	80	20	0	30	30	10	10	10	10	0

(n=221) (Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

2 | Atouts en termes d'environnement de l'investissement (Afrique dans son ensemble/par pays)

- Une grande proportion d'entreprises (70,1 %) met en avant la taille et le potentiel de croissance du marché du pays d'implantation. Avec 37 %, la réponse « taille/potentiel de croissance du marché des pays environnants » vient en seconde position.
- Par pays, au Maroc et au Ghana, la réponse « stabilité de la situation politique et sociale » est la plus nombreuse avec un score de plus de 70 %, de même que la réponse « peu de problèmes de communication/de langue » au Kenya et au Ghana, avec plus de 60 %.

Atouts du pays d'implantation en termes d'environnement de l'investissement [plusieurs réponses possibles]

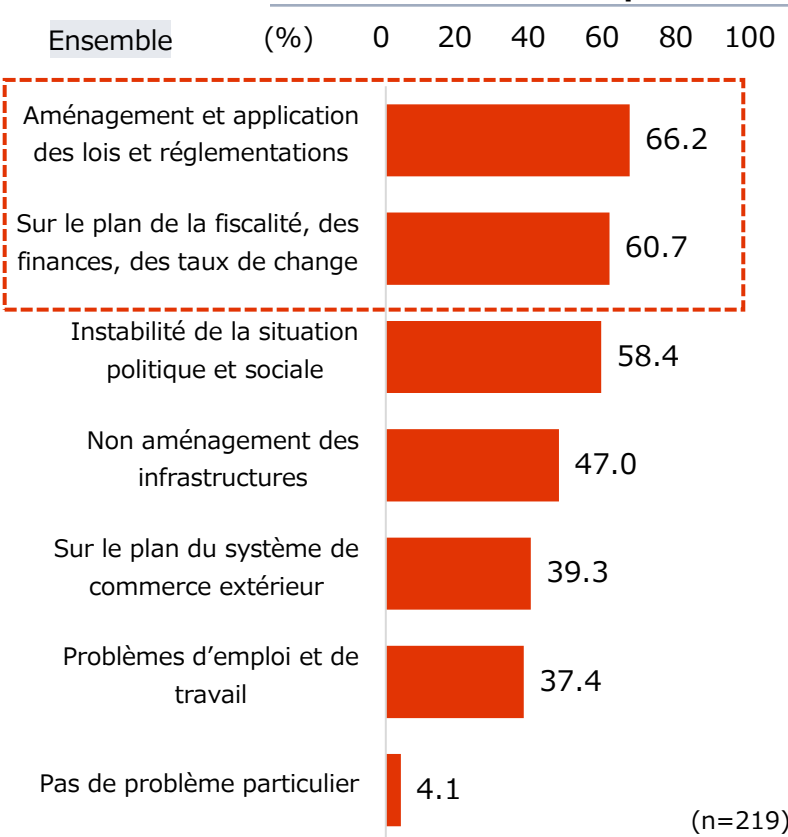
(%)	Taille / Potentiel de croissance du marché du pays d'implantation	Taille / Potentiel de croissance du marché des pays environnants	Stabilité de la situation politique et sociale	Peu de problèmes de communication / de langue	Richesse des infrastructures	Environnement de vie des expatriés	Perception locale favorable envers le Japon	Stabilité de la fiscalité, des finances, des taux de change	Taux élevé d'employabilité, de qualité et de rétention des employés	Présence de nombreux partenaires commerciaux	Richesse du système d'encouragement à l'investissement par des mesures préférentielles, etc. sur le plan fiscal	Rapidité des différentes procédures, etc.	Présence de nombreuses industries de soutien	Autres
Afrique dans son ensemble (n=211)	70,1	37	28,4	28	21,8	19,9	16,1	15,2	14,7	10,4	4,7	2,4	1,9	7,6
République d'Afrique du Sud (n=45)	77,8	53,3	15,6	31,1	11,1	13,3	6,7	15,6	8,9	20	0	2,2	0	8,9
Kenya (n=35)	68,6	54,3	14,3	60	28,6	34,3	14,3	11,4	17,1	8,6	2,9	0	2,9	2,9
Égypte (n=34)	82,4	41,2	23,5	17,6	32,4	20,6	29,4	11,8	20,6	8,8	8,8	2,9	2,9	0
Nigeria (n=19)	94,7	10,5	0	21,1	0	0	5,3	0	0	15,8	0	0	0	5,3
Maroc (n=17)	47,1	29,4	76,5	17,6	58,8	17,6	11,8	41,2	41,2	11,8	23,5	17,6	11,8	11,8
Ghana (n=12)	25	16,7	75	66,7	41,7	58,3	25	8,3	8,3	8,3	8,3	0	0	8,3
Côte d'Ivoire (n=11)	63,6	36,4	45,5	0	27,3	36,4	9,1	36,4	18,2	0	0	0	0	0
Mozambique (n=9)	66,7	33,3	11,1	0	11,1	22,2	0	0	0	11,1	0	0	0	11,1

(Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

3 | Défis en termes d'environnement de l'investissement (Afrique dans son ensemble / par pays)

- « Aménagement et application des lois et réglementations », avec 66,2 %, et « fiscalité, finances, taux de change », avec 60,7 %, continuent d'être les réponses les plus fréquentes en termes de défis à surmonter.
- Parmi les autres défis notables, les entreprises implantées en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigéria citent à plus de 70 % l'« instabilité de la situation politique et sociale », tandis que concernant le « non-aménagement des infrastructures », cette réponse est apportée à plus de 70 % des entreprises sondées en Afrique du Sud et au Nigeria .

Défis sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



Par pays	Aménagement et application des lois et réglementations	Sur le plan de la fiscalité, des finances, des taux de change	Instabilité de la situation politique et sociale	Non aménagement des infrastructures	Sur le plan du système de commerce extérieur	Problèmes d'emploi et de travail	Pas de problème particulier
Afrique dans son ensemble (n=219)	66,2	60,7	58,4	47	39,3	37,4	4,1
République d'Afrique du Sud (n=48)	58,3	45,8	91,7	75	27,1	37,5	2,1
Égypte (n=35)	62,9	80	37,1	25,7	28,6	22,9	11,4
Kenya (n=35)	71,4	60	77,1	37,1	45,7	31,4	0
Nigeria (n=21)	76,2	76,2	95,2	76,2	57,1	57,1	0
Maroc (n=16)	43,8	31,3	6,3	12,5	37,5	18,8	25
Ghana (n=12)	66,7	83,3	16,7	25	50	41,7	0
Côte d'Ivoire (n=11)	81,8	36,4	9,1	45,5	27,3	54,5	0
Mozambique (n=10)	90	70	30	40	40	50	0

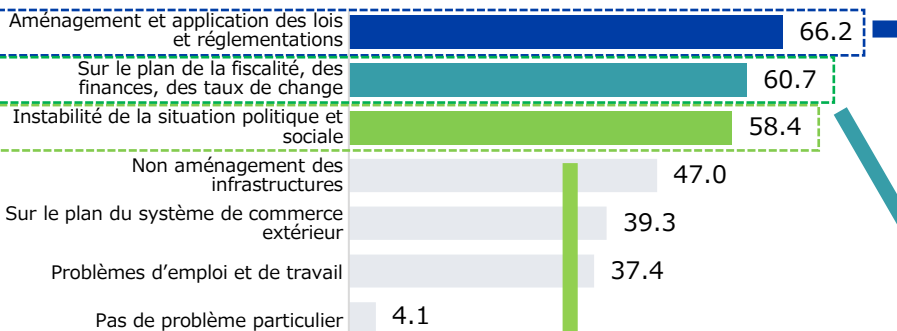
(Note) La cellule est affichée en rouge foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en rouge lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en rouge clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

4 | Défis en termes d'environnement de l'investissement (par catégorie - 1)

- Parmi l'« aménagement et application des lois et réglementations », la « **complexité des procédures administratives** » a été comme l'année précédente la réponse la plus nombreuse, avec 73,7 %.
- Concernant « sur le plan de la fiscalité, des finances, des taux de change » comme l'année précédente, l'« **instabilité des taux de change** » arrive en tête avec environ 70 %, tandis que pour l'« instabilité de la situation politique et sociale », comme l'année précédente, les « **risques politiques** » et la « **sécurité** » sont les réponses les plus fréquentes.

Défis sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [Plusieurs réponses possibles]

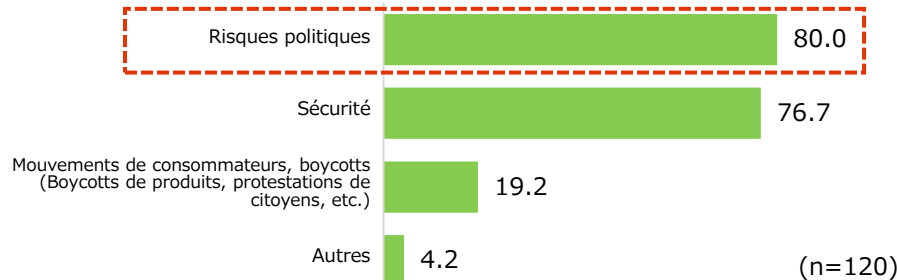
(%) 0 20 40 60 80



(n=219)

Instabilité de la situation politique et sociale (Plusieurs réponses possibles)

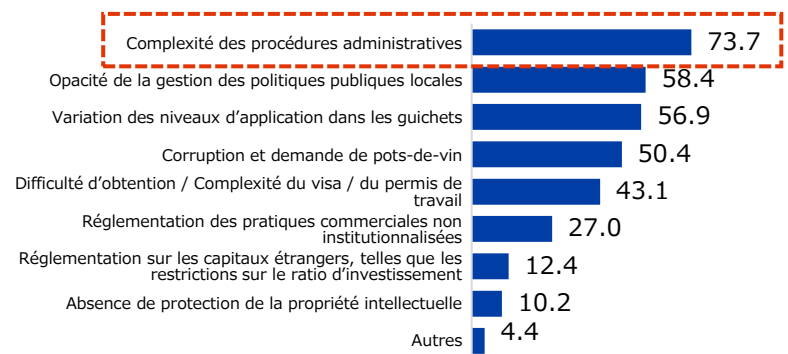
(%) 0 20 40 60 80 100



(n=120)

Aménagement et application des lois et réglementations (Plusieurs réponses possibles)

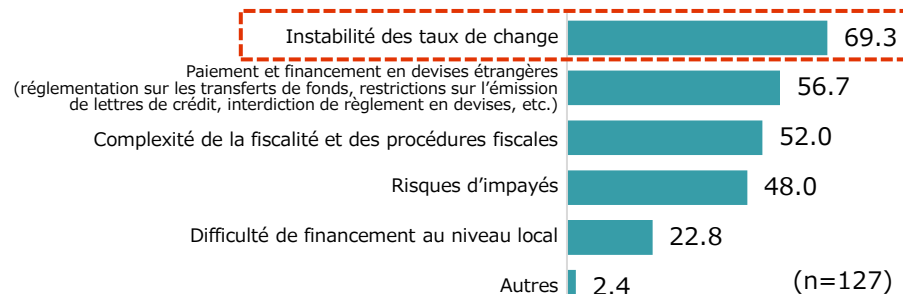
(%) 0 20 40 60 80 100



(n=137)

Sur le plan de la fiscalité, des finances, des taux de change (Plusieurs réponses possibles)

(%) 0 20 40 60 80

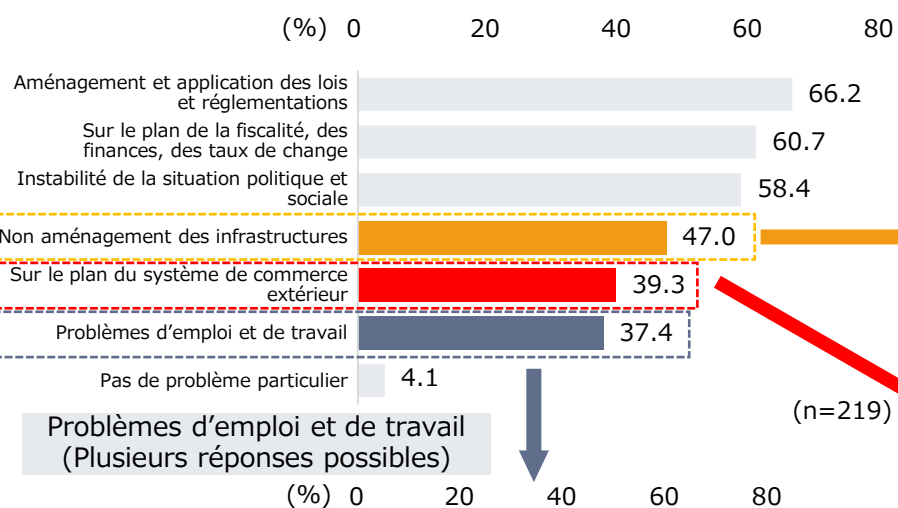


(n=127)

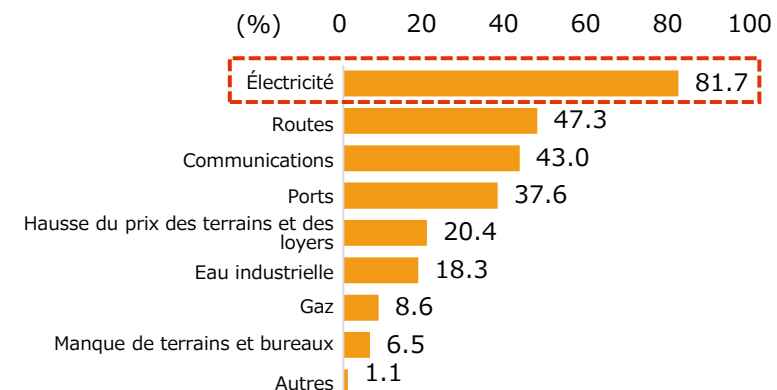
5 | Défis en termes d'environnement de l'investissement (par catégorie - 2)

- Concernant le « non-aménagement des infrastructures », comme l'année précédente, les défis relatifs à l'« **électricité** » constituent la réponse la plus nombreuse avec 81,7 % ; Pour les « problèmes d'emploi et de travail », également comme l'année précédente, la « **sécurisation des ressources humaines** » est citée par 69,3 % des entreprises sondées.
- Concernant les défis relatifs au « système de commerce extérieur », la « **complexité des procédures de dédouanement, etc** » avec 61,1 %, et le « **dédouanement requérant du temps** » avec 59,7 %, constituent les réponses les plus fréquentes.

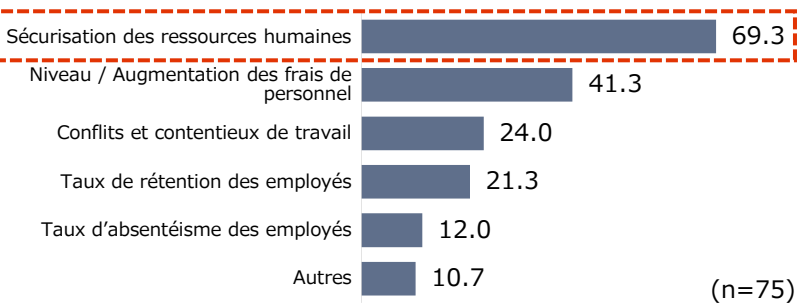
Défis sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [Plusieurs réponses possibles]



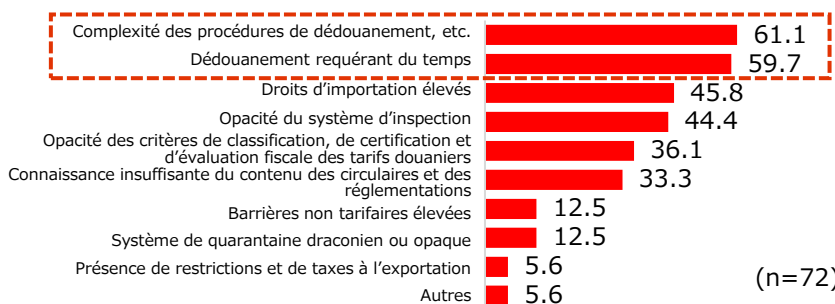
Non aménagement des infrastructures (Plusieurs réponses possibles)



Problèmes d'emploi et de travail (Plusieurs réponses possibles)



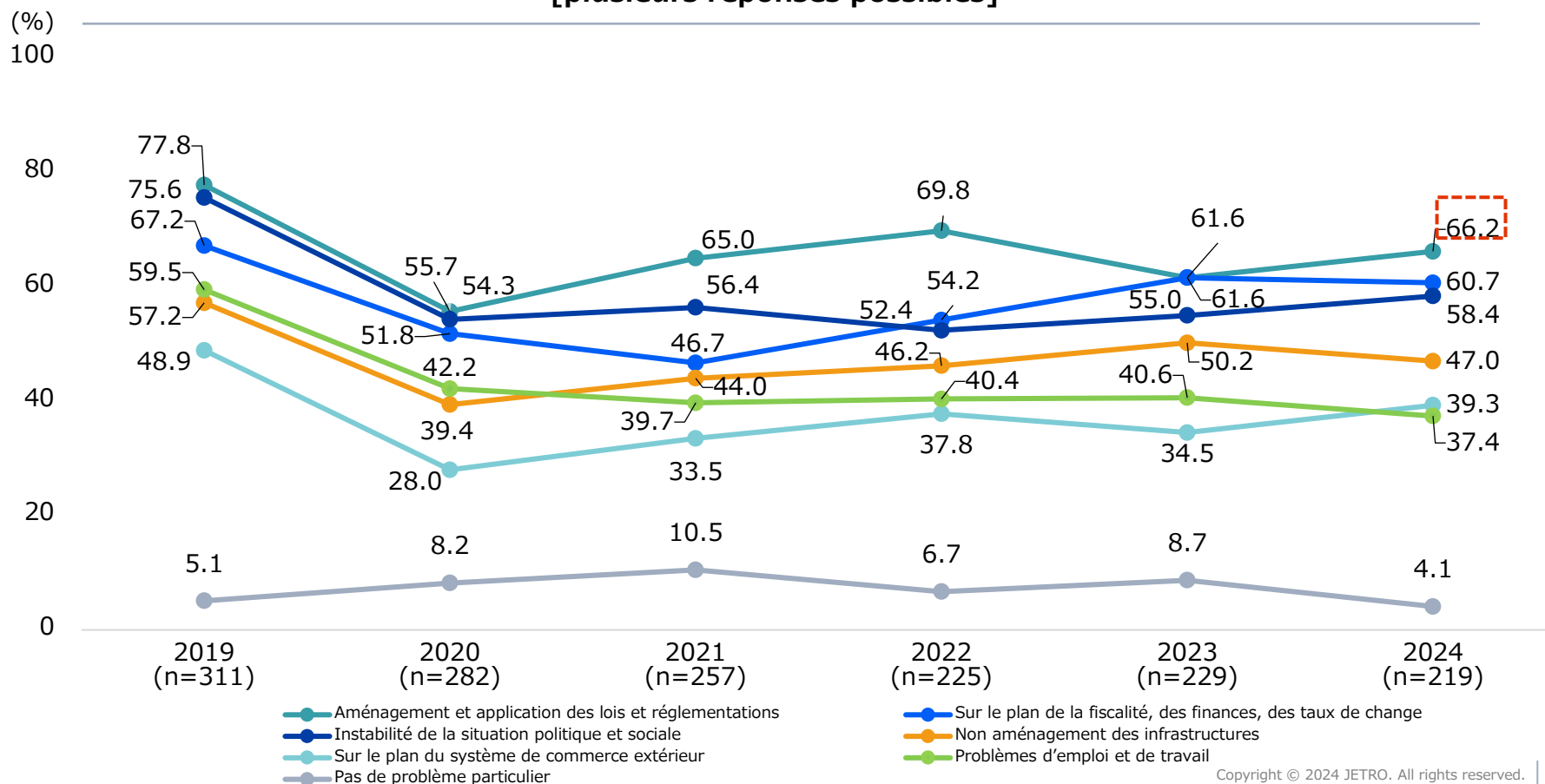
Sur le plan du système de commerce extérieur (Plusieurs réponses possibles)



6 | Défis en termes d'environnement de l'investissement (évolution par catégorie)

- Le nombre de répondants ayant cité l'« aménagement et application des lois et réglementations », a augmenté de 4,6 points pour atteindre 66,2 %, devenant ainsi le point le plus fréquemment cité après avoir diminué l'année précédente.
- Les défis relatifs à « système de commerce extérieur » constituent la plus forte augmentation, avec 4,8 points en plus par rapport à l'année précédente.

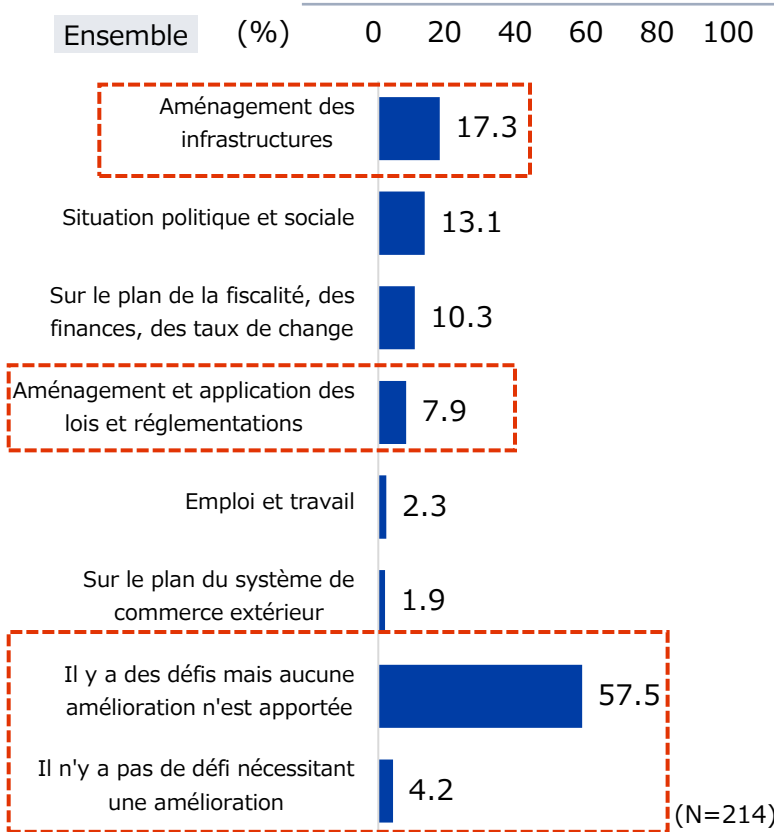
Évolution des défis sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



7 Points qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement (Afrique dans son ensemble/par pays)

- Avec 57,5 %, en baisse de 6,2 points par rapport à l'année précédente, la réponse « il y a des défis mais aucune amélioration n'est apportée » est la plus nombreuse. La réponse « il n'y a pas de défi nécessitant une amélioration » a également diminué de 6,6 points par rapport à l'année précédente, avec 4,2 %.
- Concernant les points qui ont été améliorés, la réponse la plus nombreuse de l'année précédente « aménagement et application des lois et réglementations » (10,8 % l'année précédente) a diminué pour atteindre 7,9 %. La réponse la plus nombreuse cette année, « aménagement des infrastructures » a augmenté de 7 points par rapport à l'année précédente, avec 17,3 %.

Points qui ont été améliorés l'année précédente sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



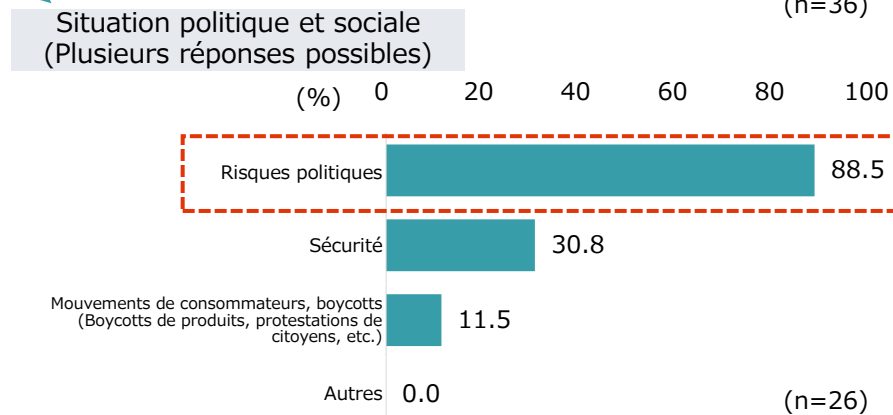
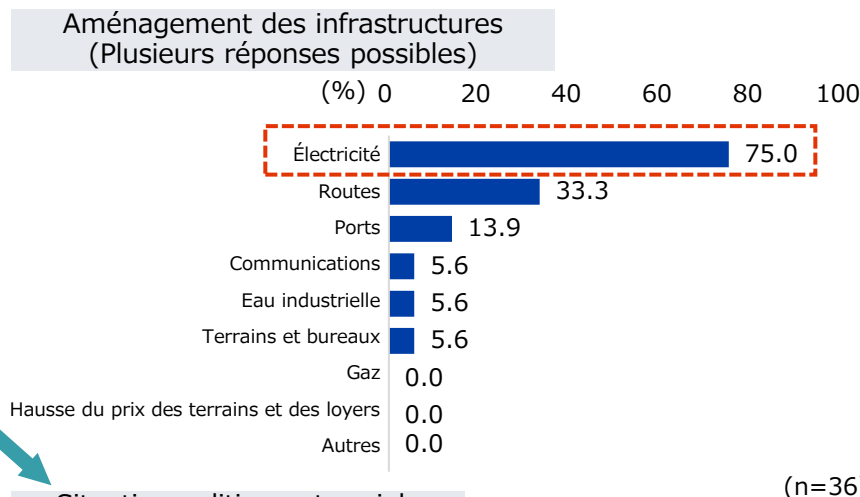
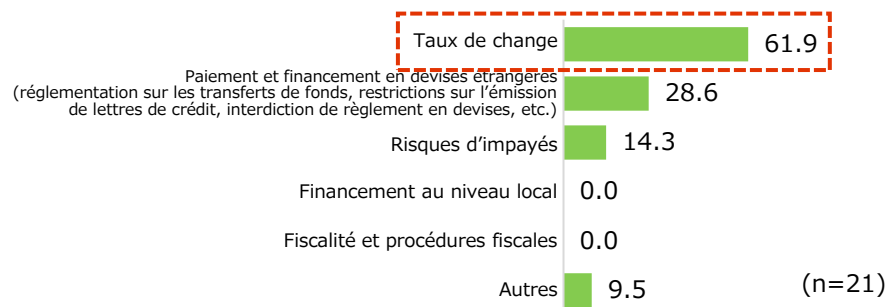
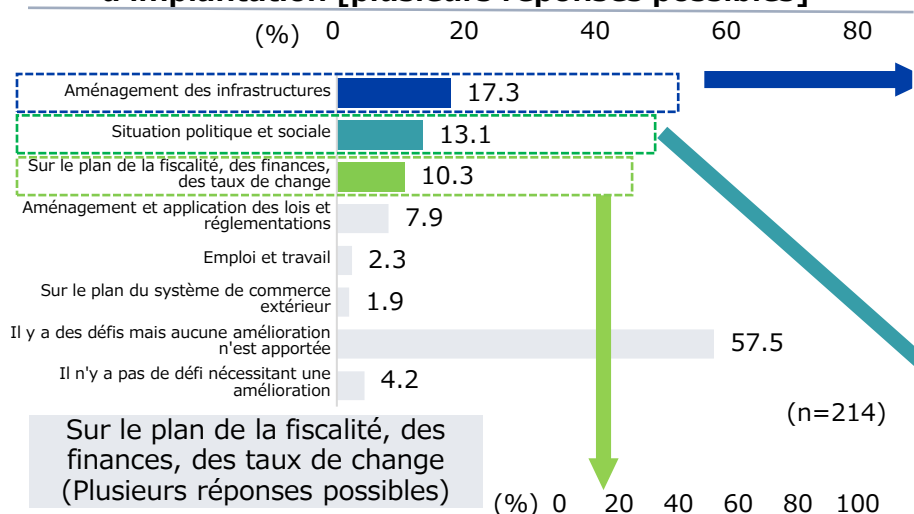
Par pays	(%)	Non aménagement des infrastructures	Situation politique et sociale	Sur le plan de la fiscalité, des finances, des taux de change	Aménagement et application des lois et réglementations	Emploi et travail	Sur le plan du système de commerce extérieur	Il y a des défis mais aucune amélioration n'est apportée	Il n'y a pas de défi nécessitant une amélioration
Afrique dans son ensemble (n=214)		17,3	13,1	10,3	7,9	2,3	1,9	57,5	4,2
République d'Afrique du Sud (n=44)		47,7	29,5	6,8	9,1	0	2,3	38,6	0
Kenya (n=35)		5,7	5,7	5,7	0	0	0	82,9	2,9
Égypte (n=34)		17,6	14,7	38,2	5,9	0	2,9	38,2	2,9
Nigeria (n=21)		4,8	4,8	4,8	9,5	9,5	0	71,4	4,8
Maroc (n=17)		5,9	0	0	5,9	5,9	11,8	52,9	23,5
Ghana (n=12)		0	0	8,3	8,3	8,3	0	75	8,3
Côte d'Ivoire (n=11)		36,4	9,1	9,1	9,1	9,1	0	45,5	0
Mozambique (n=9)		11,1	11,1	0	22,2	0	0	55,6	0

(Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

8 Points qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement (par catégorie - 1)

- Sur le plan de l'« aménagement des infrastructures », l'« **électricité** » a augmenté de 50 points par rapport à l'année précédente, arrivant en tête avec 75 %.
- Concernant les points qui ont été améliorés dans la rubrique « situation politique et sociale », comme l'année précédente, les « **risques politiques** » sont arrivés en tête avec environ 90 % des réponses ; concernant « la fiscalité, les finances, les taux de change » également, comme l'année précédente, les « **taux de change** » sont arrivés en tête des améliorations apportées, avec environ 60 % des réponses.

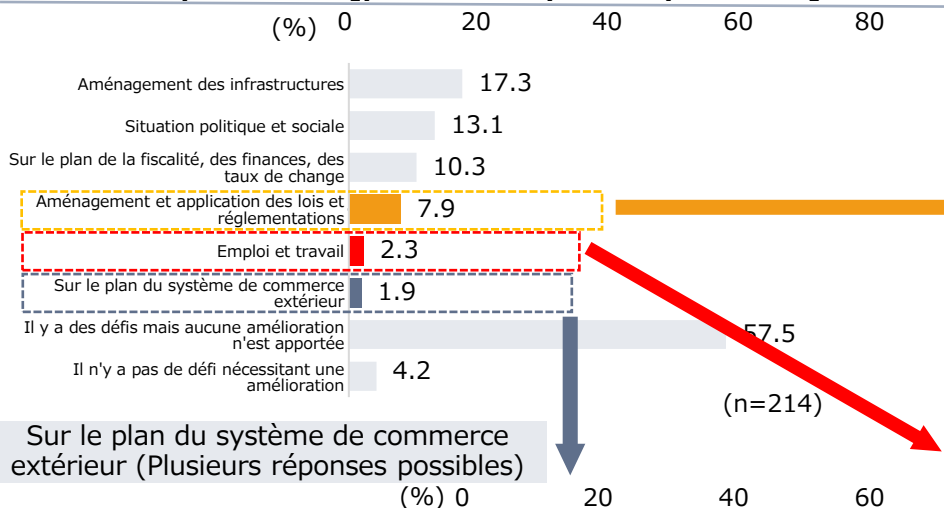
Points qui ont été améliorés l'année précédente sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



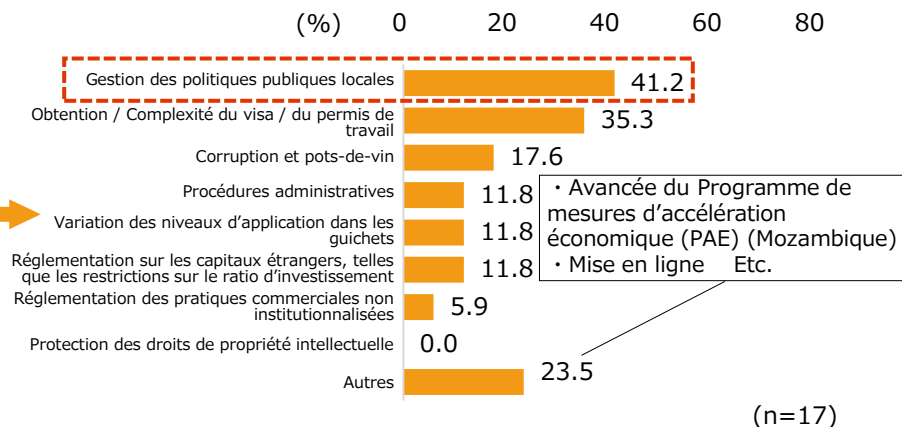
9 Points qui ont été améliorés sur le plan de l'environnement de l'investissement (par catégorie - 2)

- Concernant l'« aménagement et l'application des lois et réglementations », la réponse « obtention/complexité du visa/du permis de travail » était la plus nombreuse l'année précédente, mais elle a cédé la place à la « **gestion des politiques publiques locales** », qui a augmenté de **22,2 points par rapport à l'année précédente**.
- Concernant la rubrique « emploi et travail », comme l'année précédente, la « sécurisation des ressources humaines » a été la réponse la plus nombreuse, avec une augmentation de 100 %. Concernant le « système de commerce extérieur », les réponses « temps requis pour le dédouanement » et « procédures de dédouanement, etc. » qui étaient les plus nombreuses l'année précédente, ont chacune atteint 50 % des réponses cette année.

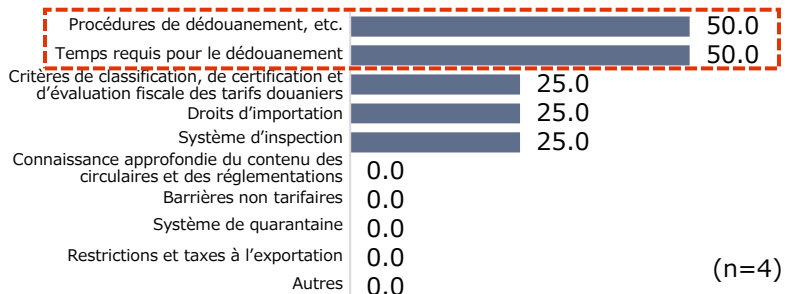
Points qui ont été améliorés l'année précédente sur le plan de l'environnement de l'investissement du pays d'implantation [plusieurs réponses possibles]



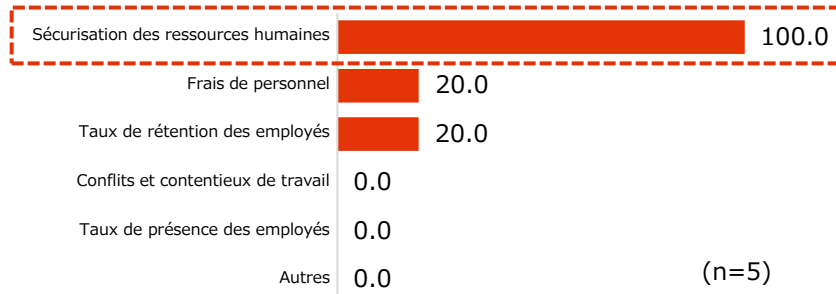
Aménagement et application des lois et réglementations (Plusieurs réponses possibles)



Sur le plan du système de commerce extérieur (Plusieurs réponses possibles)



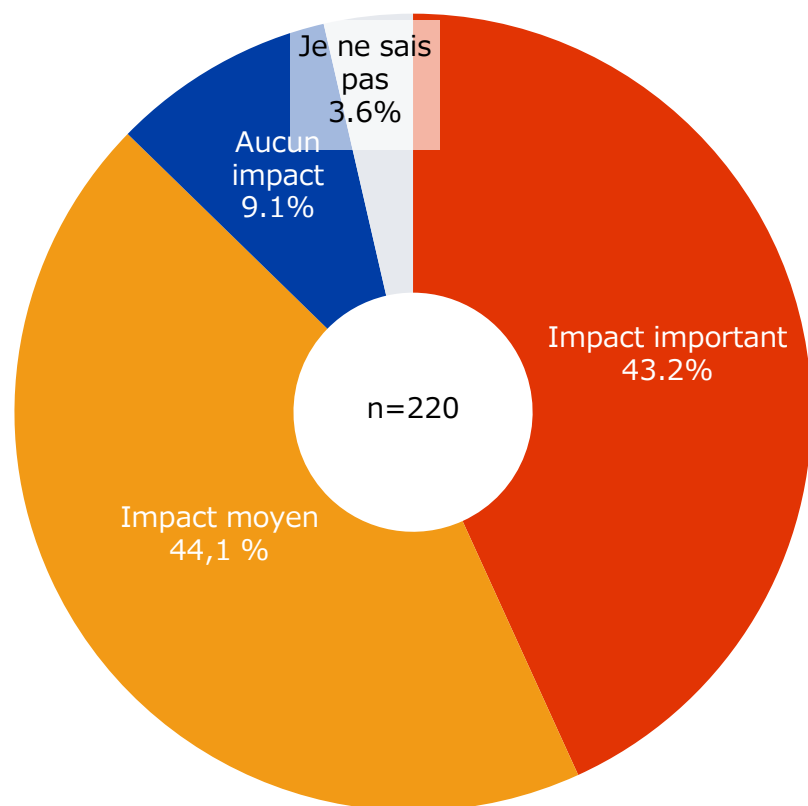
Emploi et travail (Plusieurs réponses possibles)



10 | Impact des mouvements géopolitiques

- Le total des réponses « impact important » et « impact moyen » s'élève à 86,4 %.
- Alors que de nombreuses entreprises ont cité **les répercussions des affrontements entre Israël et le Hamas ainsi que les attaques houthistes en mer Rouge**, un grand nombre d'autres entreprises ont également parlé de **l'impact de l'invasion russe de l'Ukraine**, qui a commencé en 2022.

Impact des mouvements politiques et diplomatiques sur l'activité



Mouvements géopolitiques affectant l'activité des entreprises et leur impact (description libre)

Mouvements géopolitiques	Principaux impacts
Affrontements entre Israël et le Hamas, attaques houthistes en mer Rouge	Pression de la demande maritime, augmentation des coûts de transport, prolongations et retards des jours de transport, perturbations de la chaîne d'approvisionnement, entrave aux nouveaux investissements
Invasion russe de l'Ukraine	Inflation élevée des prix de l'énergie et des ressources (matières premières), contraction du volume actuel d'affaires, stagnation des nouveaux projets d'affaires
Rupture des relations diplomatiques entre le Maroc et l'Algérie	Restrictions sur les déplacements, les importations et les exportations
Coup d'État	Augmentation du risque lié aux transactions en raison des restrictions de transport, de la détérioration de la sécurité, des restrictions sur les communications, des modifications soudaines du système et de la détérioration de la solvabilité du pays
Soutien de la Chine à l'Afrique par la politique des Nouvelles routes de la soie	Détérioration de la situation financière des pays africains due à la dette par rapport à la Chine, expansion des entreprises et des produits chinois
Politique monétaire des États-Unis, de l'Europe, des pays d'implantation, etc.	Pertes de change et fortes fluctuations des taux de change étrangers et locaux

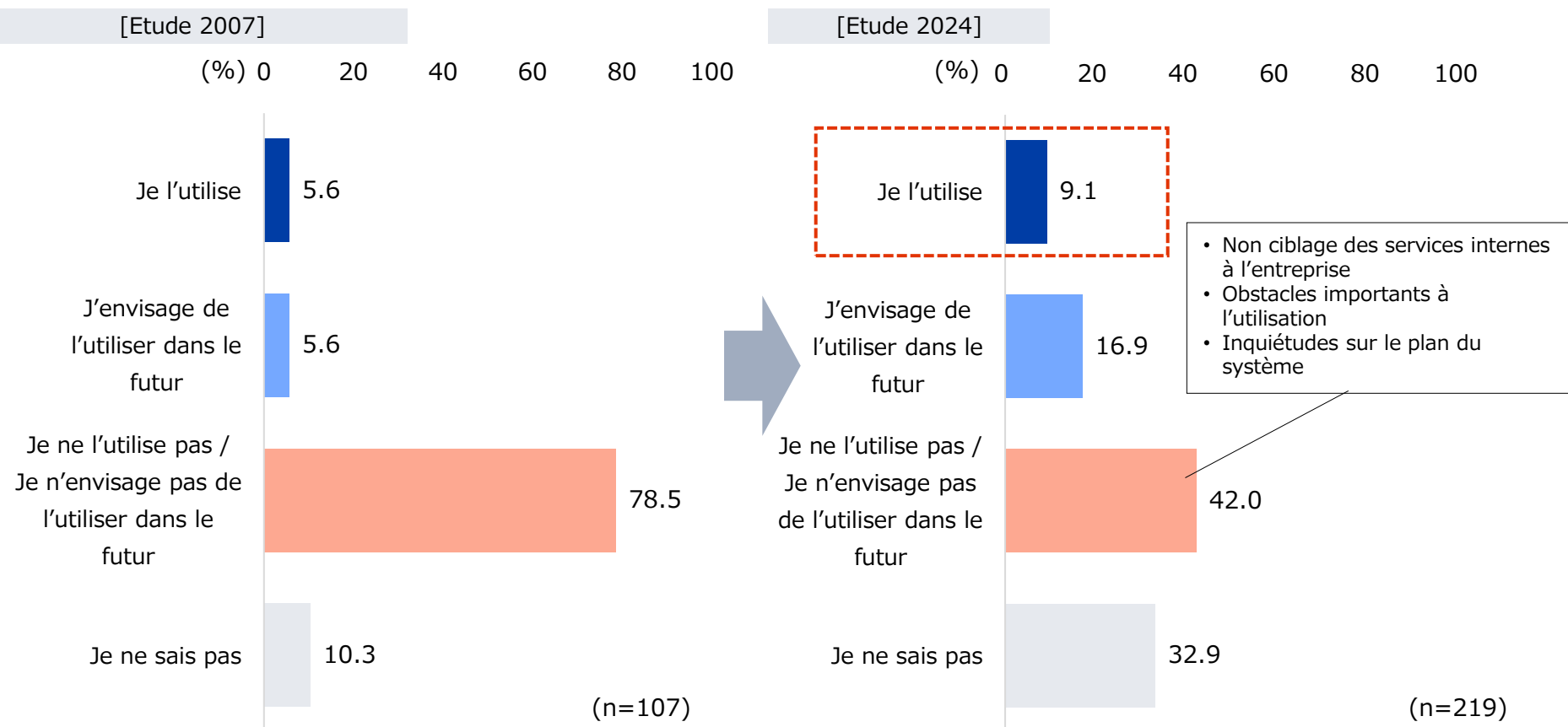
(Note 1) Résultats de l'enquête datant de septembre 2024.

(Note 2) Concernant la réponse en description libre, des corrections, etc. sont ajoutées en vue de clarifier l'objet de la réponse dans la mesure où l'esprit du texte original n'est pas altéré.

11 | Recours aux ALE/unions douanières (Afrique dans son ensemble)

- Concernant les accords de libre-échange ou les unions douanières, la réponse « je les utilise » était de 5,6 % en 2007, 8,3 % l'année précédente, et 9,1 % cette année. La réponse « j'envisage de les utiliser dans le futur » était de 5,6 % en 2007, 15,8 % l'année précédente, et 16,9 % cette année.
- La réponse « je ne les utilise pas/je n'envisage pas de les utiliser dans le futur » était de 78,5 % en 2007, 42,5 % l'année précédente, et 42 % cette année.

Recours aux Accords de libre-échange (ALE) / Accords de partenariat économique (APE) / unions douanières [plusieurs réponses possibles]

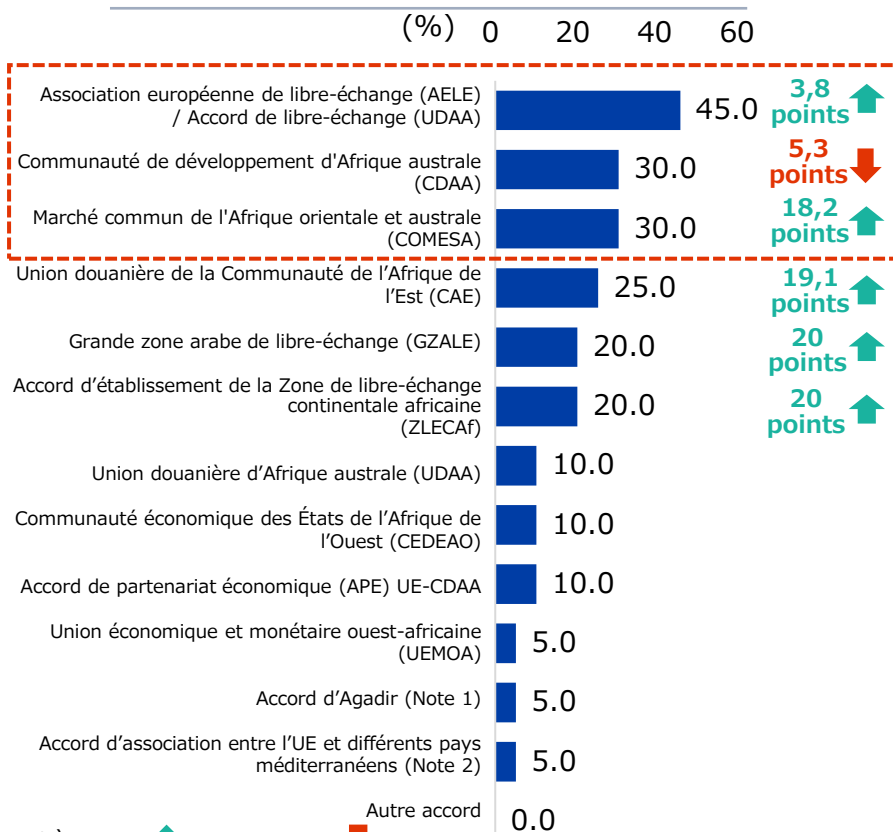


(Note) Inclut les « récoltes précoces » (réduction tarifaire anticipée pour un produit spécifique).

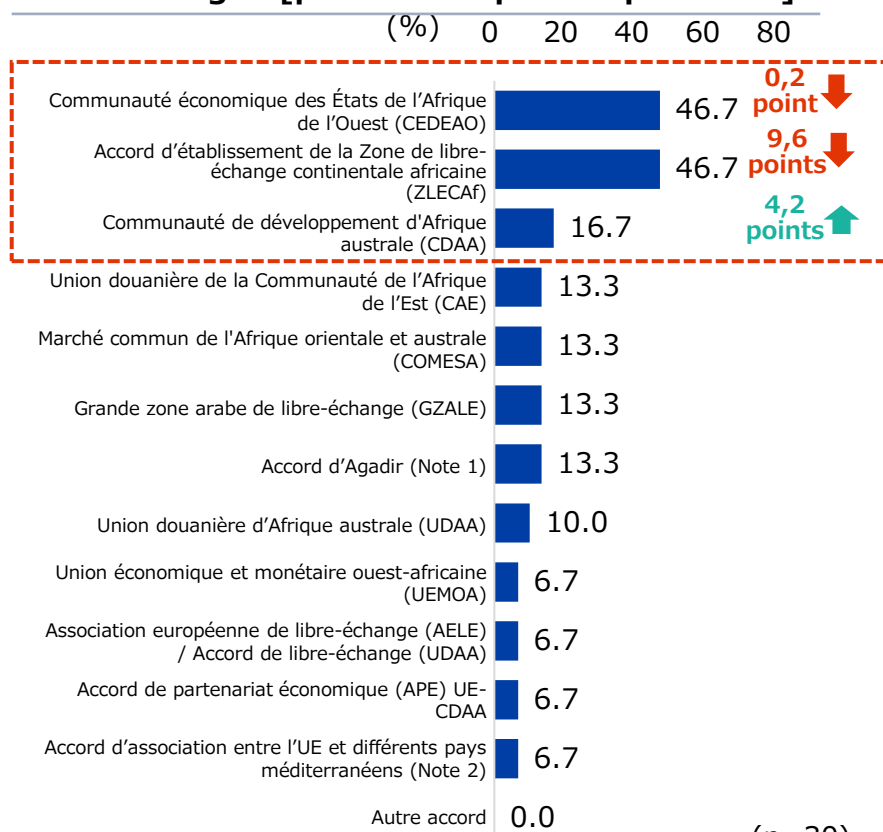
12 | Recours aux ALE/unions douanières (par accord)

- Concernant les ALE, etc. utilisés actuellement, comme l'année précédente, les accords de libre-échange de l'AELE et de l'UDAA ont été les plus utilisés avec une hausse de 3,8 points à 45 %. La CDAA reste à la 2e place, tout comme le COMESA, 4e l'année précédente, à la faveur d'une augmentation importante de 18,2 points.
- Pour les ALE, etc. dont l'utilisation est envisagée, la CEDEAO et la ZLECAf se situent en tête à un niveau identique. La CDAA progresse à la 3e place.

ALE / APE / union douanière utilisé [plusieurs réponses possibles]



ALE / APE / union douanière dont l'utilisation est envisagée [plusieurs réponses possibles]



Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

(n=20)

(n=30)

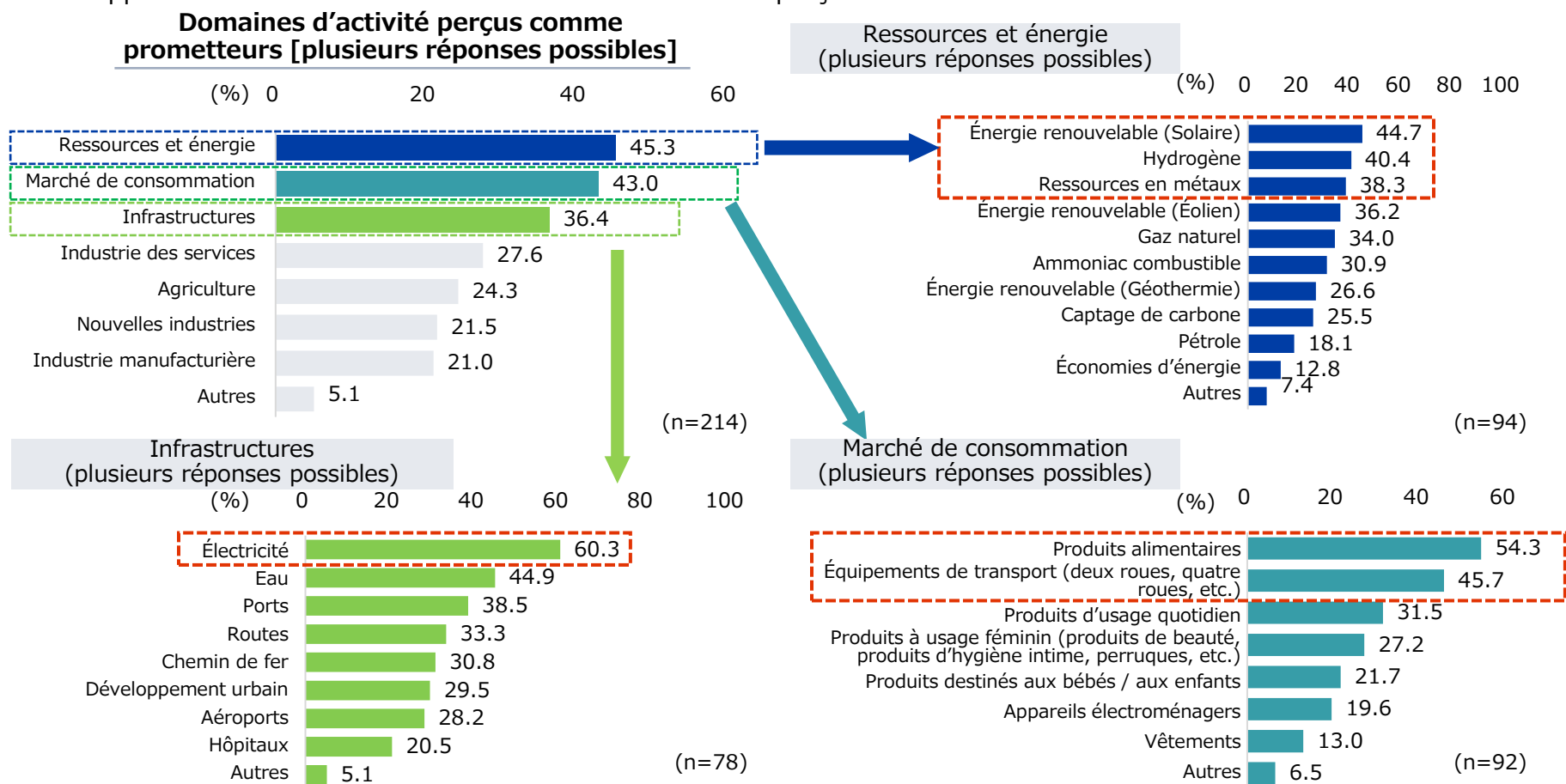
(Note 1) Égypte, Tunisie, Maroc, Jordanie
 (Note 2) Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.

(Note 1) Égypte, Tunisie, Maroc, Jordanie
 (Note 2) Égypte, Tunisie, Algérie, Maroc, etc.

V. Domaines d'activité prometteurs et focus sur quelques pays

1 | Domaines d'activité perçus comme prometteurs (par domaine - 1)

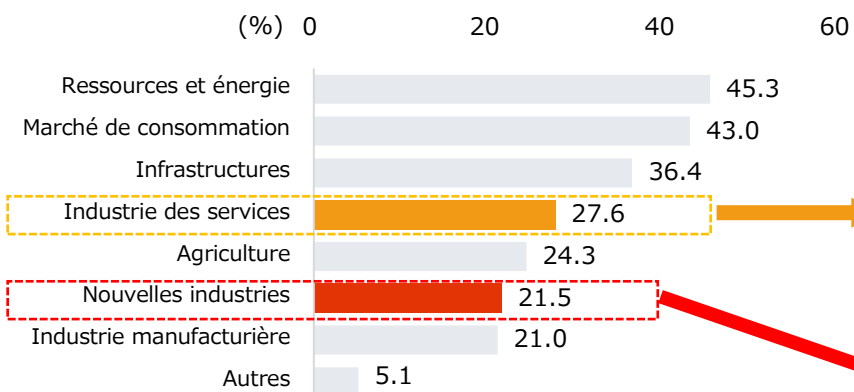
- Le domaine d'activité perçu comme le plus prometteur en Afrique est « ressources et énergie ». Parmi celles-ci, le « solaire » bénéficie des perspectives les plus favorables. Il est à noter que l'« hydrogène » et les « ressources en métaux » sont perçus plus favorablement par rapport à l'année précédente.
- Le « marché de consommation » et les « infrastructures » sont également prometteurs. Concernant le « marché de consommation », comme l'année précédente, les attentes sont fortes pour les « produits alimentaires » et les « équipements de transport (deux roues, quatre roues, etc.) », et concernant les infrastructures, les opportunités d'affaires autour de l'« électricité » sont perçues favorablement.



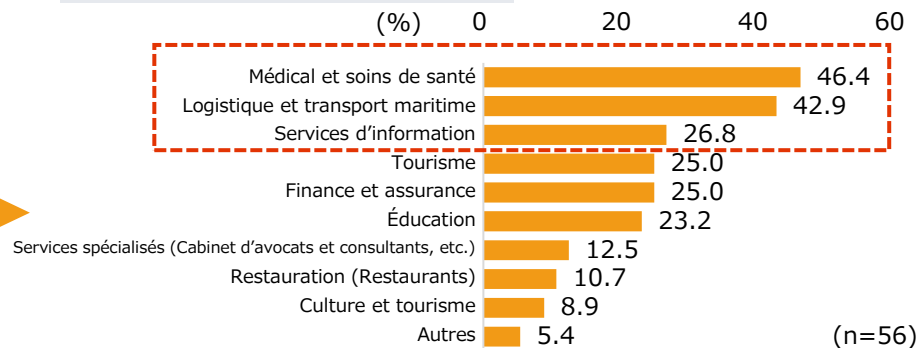
2 | Domaines d'activité perçus comme prometteurs (par domaine - 2)

- Dans les services, comme l'année précédente, le classement des réponses est, dans l'ordre, « **médical et soins de santé** », « **logistique et transport maritime** », « **services d'information** ». « Tourisme », en augmentation, se situe au même niveau que « finance et assurance ».
- Concernant les nouvelles industries, les réponses « **véhicules électriques** » et « **agriculture intelligente** » arrivent en tête.

Domaines d'activité perçus comme prometteurs [plusieurs réponses possibles]



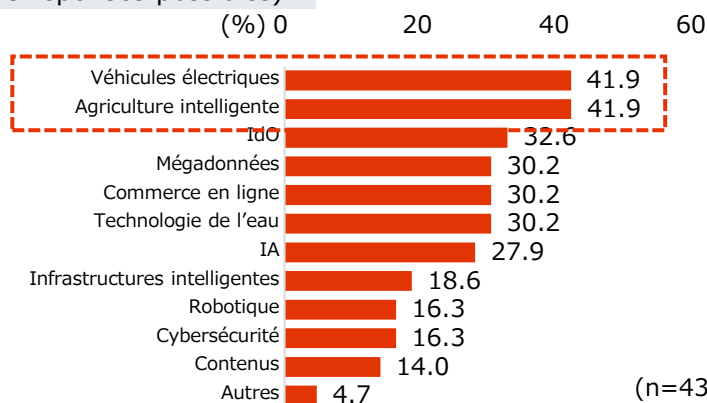
Industrie des services (Plusieurs réponses possibles)



Nouvelles industries (Plusieurs réponses possibles)

(n=214)

(n=56)



[Agriculture]

- Engrais, pesticides, etc.
- Céréales, légumes et fruits (cacao, sésame, riz, etc.)

[Domaines et produits de l'industrie manufacturière]

- Industrie automobile, textile (vêtements)
- Produits chimiques (transformés), produits pharmaceutiques, équipements médicaux, etc.

3 | Domaines d'activité perçus comme prometteurs (par pays)

- Par pays, **les ressources et l'énergie sont vues comme particulièrement prometteuses en Afrique du Sud, au Maroc, au Mozambique, etc.**
- Les opportunités autour du marché de consommation au Nigeria, des infrastructures en Côte d'Ivoire, de l'agriculture au Ghana, de l'industrie des services au Kenya et de l'industrie manufacturière en Égypte y sont perçues favorablement par rapport aux autres pays du continent.

Domaines d'activité perçus comme prometteurs dans le pays d'implantation ou sur le marché africain [plusieurs réponses possibles]

(%)	Ressources et énergie	Marché de consommation	Infrastructures	Agriculture	Industrie des services	Nouvelles industries	Industrie manufacturière	Autres
Afrique dans son ensemble (n=214)	45,3	43	36,4	24,3	27,6	21,5	21	5,1
République d'Afrique du Sud (n=45)	53,3	44,4	33,3	20	24,4	20	24,4	6,7
Kenya (n=35)	28,6	45,7	40	17,1	40	31,4	14,3	2,9
Égypte (n=34)	38,2	38,2	38,2	23,5	26,5	23,5	38,2	5,9
Nigeria (n=20)	40	70	20	40	30	20	10	5
Maroc (n=16)	56,3	43,8	37,5	12,5	25	12,5	12,5	0
Ghana (n=12)	25	41,7	16,7	41,7	16,7	8,3	25	8,3
Côte d'Ivoire (n=11)	45,5	18,2	72,7	27,3	9,1	27,3	27,3	0
Mozambique (n=10)	70	20	60	20	50	20	10	0

(Note) La cellule est affichée en bleu foncé lorsque la proportion de réponses est d'au moins 70 %, en bleu lorsque la proportion de réponses est entre 50 et 69 %, et en bleu clair lorsque la proportion de réponses est inférieure à 50 % mais d'au moins 10 points supérieure à la moyenne totale.

Domaines d'activité perçus comme prometteurs (production d'énergie solaire, hydrogène)

- Selon l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), la capacité photovoltaïque de l'Afrique en 2023 a augmenté de 6,1 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 13,5 GW (l'Afrique du Nord représentant environ 20 % des capacités de toute l'Afrique).
- Selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) en 2022, certains pays/régions en Afrique pourraient également produire de l'hydrogène pour moins de 1,5 \$ le kilo en 2030. JETRO suit ce secteur avec attention et organise plusieurs activités liées à l'hydrogène.

Potentiel de production d'énergie solaire en Afrique

Pays	Niveau de rayonnement solaire total
Égypte	6,259
Éthiopie	5,850
Kenya	5,780
République d'Afrique du Sud	5,629
Maroc	5,563
Nigeria	5,436
Mozambique	5,382
Ghana	5,096
Côte d'Ivoire	5,055
(Référence) États-Unis	4,498
(Référence) Chine	4,127
(Référence) Japon	3,614



« Mission économique sur l'hydrogène en Afrique du Sud » organisée en février 2024 par JETRO



« Mission sur les infrastructures des énergies renouvelables, d'hydrogène et d'eau en Égypte » organisée en septembre 2024 par JETRO

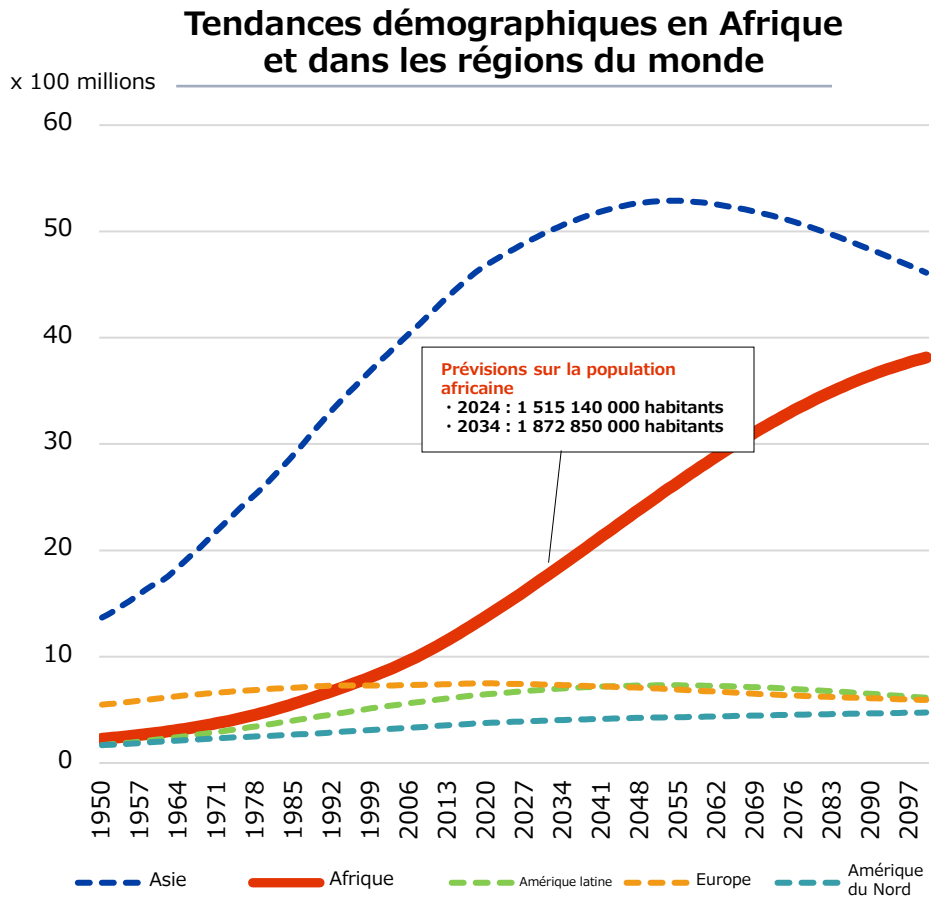
(Note) Quantité de ressources solaires à long terme disponibles sur la surface horizontale de la Terre. Unité : kWh/m²

(Source) Atlas solaire mondial (Banque mondiale)

Références

Domaines d'activité perçus comme prometteurs (par produit alimentaire)

- La population de l'Afrique devrait atteindre 2 466 650 000 habitants en 2050, soit un quart de la population mondiale. A ce titre, le domaine des produits alimentaires recèle des opportunités d'affaires importantes.
- Avec le changement des modes de vie, la notoriété de l'alimentation japonaise augmente progressivement. Selon une étude du Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Japon, le nombre de restaurants japonais en Afrique est passé d'environ 300 en 2015 à environ 690 en 2023.



(Source) Élaboré par le JETRO d'après les prévisions de population émises par les Nations Unies



Point de vente d'ingrédients japonais installé dans un supermarché nigérian (photographie : JETRO)



Nouilles somen de dégustation servies lors d'un événement de diffusion d'ingrédients produits au Japon organisé au Maroc (d'après « Événement pour la diffusion d'ingrédients produits au Japon organisé pour la première fois au Maroc », Bulletin des nouvelles commerciales)



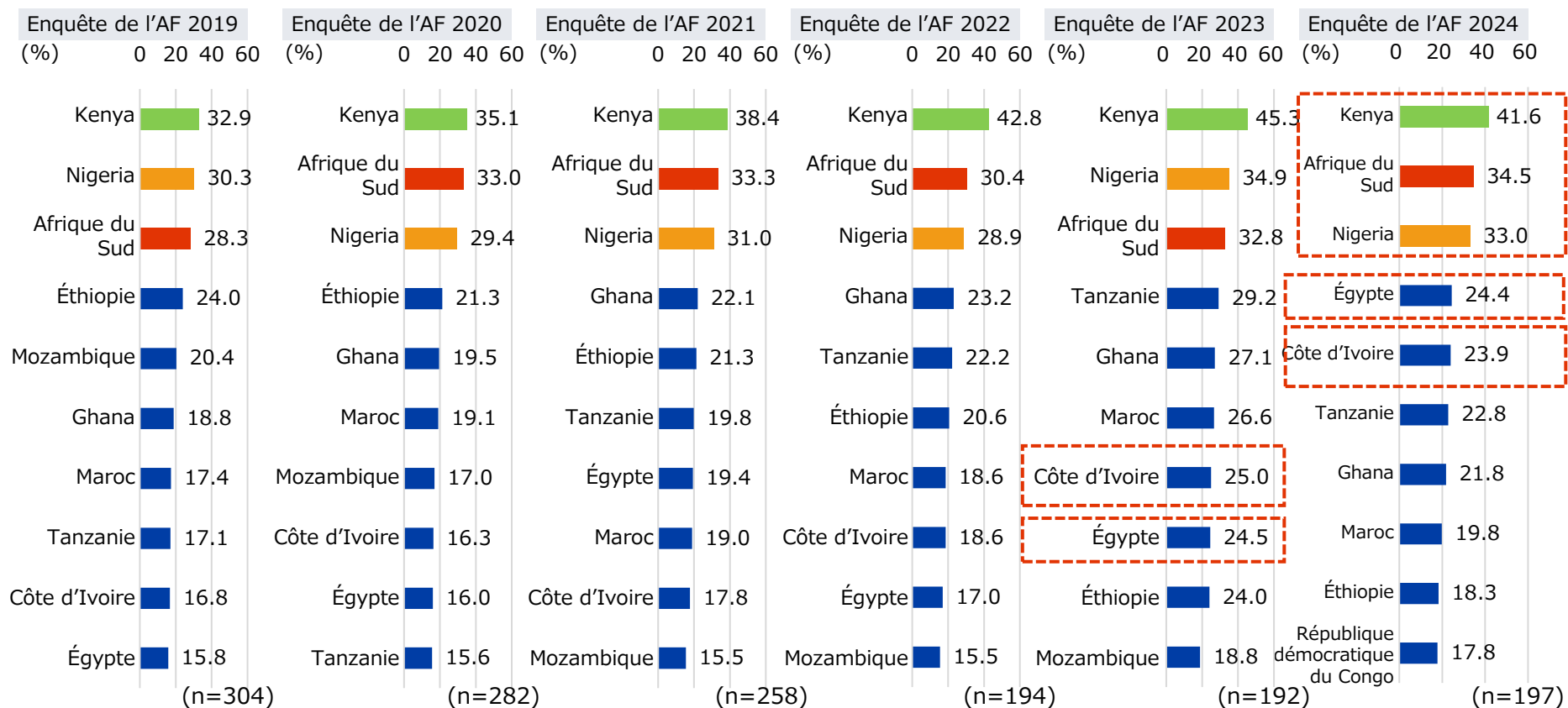
Nouilles ramen servis dans des restaurants japonais au Kenya (d'après le Rapport d'enquête du JETRO « Étude de marché sur les produits alimentaires et les boissons en Afrique (Volet kényan) »)

(Article de référence)
 Le potentiel du commerce alimentaire japonais en Afrique
 Étude de marché sur les produits alimentaires et les boissons en Afrique (Maroc, Kenya)
 Événement pour la diffusion d'ingrédients produits au Japon organisé pour la première fois au Maroc
 Bulletin des nouvelles commerciales (Maroc, France) Copyright © 2024 JETRO. All rights reserved.

4 | Focus sur quelques pays

- **Le Kenya reste le pays le plus scruté par les entreprises japonaises. L'Afrique du Sud a pris la 2^{ème} place**, tandis que le Nigeria a reculé à la 3^{ème} place.
- Par rapport à l'année précédente, l'Égypte est passée de la 8^{ème} à la 4^{ème} place, et la Côte d'Ivoire est passée de la 7^{ème} à la 5^{ème} place.

Évolution des 10 premiers pays qui suscitent le plus d'intérêt de la part des entreprises japonaises [plusieurs réponses possibles]



Commentaires des entreprises sur les 10 pays qu'elles suivent avec le plus d'attention [plusieurs réponses possibles]

	Nom du pays	Pourcentage (%)	Points d'intérêt (Commentaires des entreprises)	n=197
1	Kenya	41,6	Pôle d'affaires en Afrique de l'Est, croissance démographique, expansion des marchés, expansion des entreprises japonaises, automobile, projets d'APD, café, électricité, numérique, développement de la zone économique spéciale, transport lacustre, grands équipements médicaux	
2	République d'Afrique du Sud	34,5	Énergie, vente au détail, équipement de bureau, taille du marché, environnement commercial, base manufacturière, demande intérieure, taux de change, politique monétaire, ressources souterraines, demande de livraison à domicile, soins de santé, industrie lourde	
3	Nigeria	33	Taille de la population, expansion du marché, gaz naturel, stabilité des taux de change, sphère anglophone, relance des entreprises (reprise du marché), véhicules à deux-roues, riz, moteur hors-bord	
4	Égypte	24,4	Croissance démographique, automobile, expansion du marché, hydrogène, énergies renouvelables, importance géopolitique, conscience de la santé, investissements du Moyen-Orient, demande de livraison à domicile, biens de grande consommation (FMCG), marché local	
5	Côte d'Ivoire	23,9	Expansion des marchés, croissance économique, développement des ressources, développement des infrastructures, agriculture, opportunités d'investissement, fonction de pôle en Afrique de l'Ouest, mise à niveau de la notation des investissements, réseau français d'entreprises, politique automobile, startups, projets d'APD	
6	Tanzanie	22,8	Croissance démographique, ressources, électricité, traitement des eaux usées, projets d'APD, développement du gaz naturel, véhicules à deux roues, véhicules japonais, faible concurrence, réglementation sur les économies d'énergie, stabilité économique, équipement médical lourd, transport lacustre, infrastructures portuaires	
7	Ghana	21,8	Pôle d'affaires en Afrique de l'Ouest, expansion des marchés, automobile, agriculture, infrastructure, éducation, macroéconomie, faible concurrence	
8	Maroc	19,8	Énergies renouvelables, industrie manufacturière, développement économique, pôle d'affaires en Afrique du Nord, hydrogène, automobile, farine	
9	Éthiopie	18,3	Taille de la population, électricité, ressources minérales, expansion du marché, café (grain), marché de consommation, relance des entreprises	
10	République démocratique du Congo	17,8	Croissance démographique, ressources minérales, retrait de la concurrence, exploitation forestière, projets d'infrastructure, projets d'APD	

(Note) Concernant la réponse en description libre, des corrections, etc. sont ajoutées en vue de clarifier l'objet de la réponse dans la mesure où l'esprit du texte original n'est pas altéré.

Commentaires des entreprises sur les pays, classés de la 11^{ème} à la 20^{ème} place, qu'elles suivent avec le plus d'attention [plusieurs réponses possibles]

Nom du pays	Pourcentage (%)	Points d'intérêt (Commentaires des entreprises)	n=197
11 Mozambique	15,2	Gaz naturel et développement énergétique, électricité, ressources en métaux, croissance économique, taille du marché et de la population, énergies renouvelables, projets d'APD	
12 Ouganda	14,2	Électricité, potentiel de croissance, projets d'APD, véhicules à deux roues, véhicules japonais, faible concurrence, transport lacustre, projets d'infrastructure	
13 Zambie	13,7	Électricité, ressources minérales, faible concurrence, projets d'APD, cuivre	
14 Angola	10,2	Potentiel du marché, forte demande, projets d'APD, infrastructures électriques, retrait de l'industrie pétrolière	
15 Algérie	8,6	Ressources, électricité et gaz bon marché, écosystème des startups, farine	
16 Madagascar	7,6	Infrastructures, électricité, projets d'APD, développement du tourisme, ressources en métaux, riz, exportations vers les États-Unis	
16 Rwanda	7,6	Potentiel de croissance, IDE, projets d'APD, ressources souterraines, transformation numérique dans l'agriculture	
18 Île Maurice	6,6	Automobile, localisation des investissements en Afrique, exportation vers les USA	
18 Zimbabwe	6,6	Ressources minérales, projets d'APD	
20 Cameroun	5,1	Potentiel de croissance, stabilité des taux de change, riz, augmentation des ventes dues aux mouvements de marchandises en provenance du Nigeria	

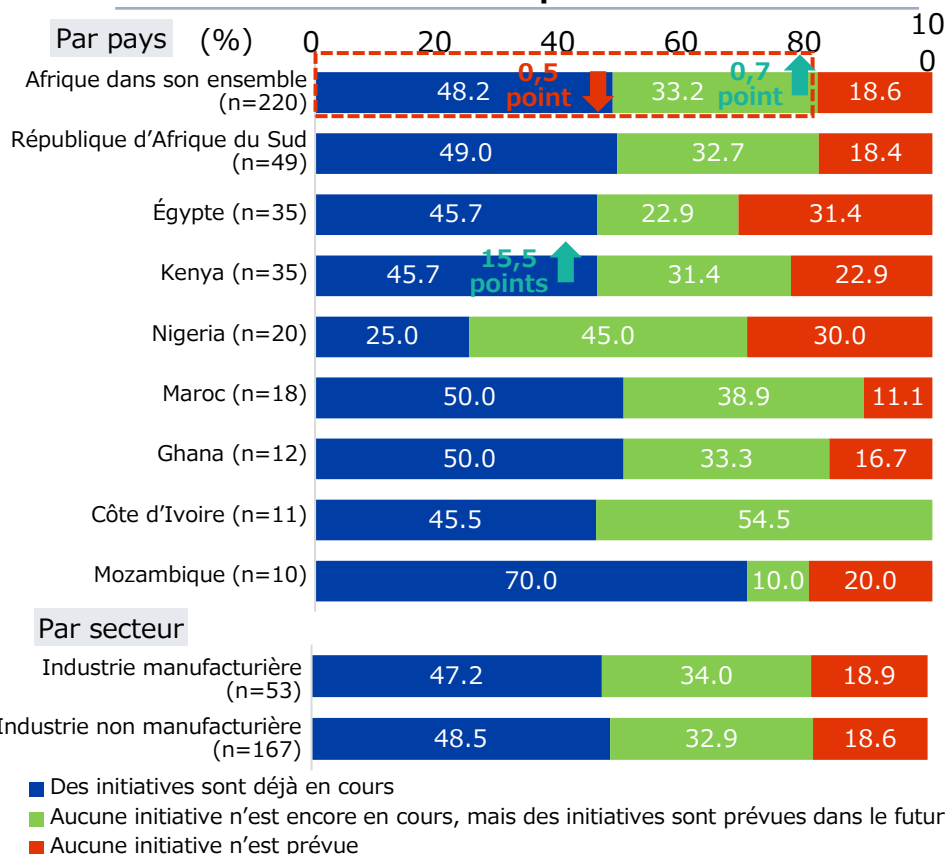
(Note) Concernant la réponse en description libre, des corrections, etc. sont ajoutées en vue de clarifier l'objet de la réponse dans la mesure où l'esprit du texte original n'est pas altéré.

VI. Initiatives pour la décarbonation

1 | Initiatives en termes de décarbonation

- Pour l'Afrique dans son ensemble, au sujet de la décarbonation, **plus de 80 %** des entreprises déclarent que « des initiatives sont déjà en cours » ou « des initiatives sont prévues ». Il s'agit d'une progression minimale de 0,2 point par rapport à l'année précédente.
- **Au Kenya, la réponse « des initiatives sont déjà en cours » a augmenté de 15,5 points.** En Égypte et au Nigeria, le taux de réponse « aucune initiative n'est prévue » atteint 30 %, ce qui est supérieur à celui des autres pays.

Situation des initiatives pour la décarbonation



Par rapport à l'année précédente : ↑ Augmentation ↓ Diminution

Principales initiatives tournées vers la décarbonation

[Principales initiatives (description libre)]

- Développement, introduction et expansion des ventes de véhicules respectueux de l'environnement
- Installation de panneaux solaires et de générateurs d'énergie renouvelable
- Participation prioritaire aux projets de décarbonation
- Utilisation de la compensation carbone
- Utilisation des crédits carbone
- Électrification des produits, économie de consommation de carburant
- Participation à des activités de boisement
- Recherche et développement pour la réduction des émissions de carbone et l'élimination des gaz à effet de serre
- Passage à des emballages recyclés

(Note) Concernant la réponse en description libre, des corrections, etc. sont ajoutées en vue de clarifier l'objet de la réponse dans la mesure où l'esprit du texte original n'est pas altéré.

Pour tout renseignement concernant le rapport :

**Organisation japonaise du commerce
extérieur (JETRO)**

**Département de la recherche et
l'analyse, Section du Moyen-Orient et
de l'Afrique**



03-3582-5180



ORH@jetro.go.jp



107-6006

**6F, ARK Mori Building, 1-12-32
Akasaka, Minato-ku, Tokyo**

■ **Clause de non-responsabilité**

L'utilisation des informations fournies dans ce rapport sont à la discrétion et sous la responsabilité de l'utilisateur. Le JETRO s'efforce de fournir des informations aussi précises que possible ; cependant, veuillez noter que le JETRO ne saurait être tenu pour responsable en cas d'inconvénient subi par l'utilisateur relatif au contenu fourni dans ce rapport.

Reproduction interdite sans autorisation